

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 491 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 491
Nov.-Déc. 2008 - Janv. 2009
45^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Renouant avec ses grandes traditions de lutte, le prolétariat américain devra combattre la politique du sang et des larmes de la présidence Obama
- Théorie et action dans la doctrine marxiste (fin)
- L'«extrême» gauche face à la crise: réformisme et confusion

Démocratie blindée

L'interpellation musclée de l'ancien directeur de publication de «Libération», Vittorio de Filippis, emmené de chez lui menotté, fouillé ensuite «au corps» pour voir s'il n'avait pas de produits prohibés dans l'anus, etc., pour une banale affaire de diffamation, a provoqué un émoi certain dans le Landerneau démocratique.

La ministre de l'In-Justice bourgeoise avait sèchement déclaré que la procédure habituelle avait été respectée, avant d'être contredite par Sarkozy qui a parlé de l'ouverture d'une enquête (qui va enquêter sur les enquêteurs, c'est une autre histoire). C'est pourtant Rachida Dati qui a raison; la faute de la maladroite procureure est simplement d'avoir infligé à un responsable de presse, le même traitement qu'à un justiciable ordinaire. Le renforcement du climat répressif ne date pas d'hier, puisque les divers gouvernements de gauche ou de droite y ont apporté chacun leur contribution, que ce soit sous la forme des plans Vigipirate (au fait, nous nous trouvons toujours dans la phase «renforcée» de ce plan), des diverses lois répressives et des facilités sans cesse accrues à la police.

Lors de graves troubles sociaux, comme au moment des émeutes des banlieues, on a vu les responsables de gauche applaudir l'instauration d'un «état d'urgence» dans certains quartiers; mais le plus souvent, c'est par leur silence complice qu'ils collaborent à la diffusion de ce climat.

RÉPRESSION POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES PROLÉTAIRES, DÉPÉNALISATION POUR LES PATRONS!

L'«affaire» Filippis n'est donc pas une bavure, mais la **norme** dans la démocratie française super-blindée. A la suite de la croissance du nombre des incarcérations, les prisons contiennent un nombre toujours croissant de prisonniers: près de 64 250 en juillet (dont sans doute près de 30% comme en 2005 sont de simples prévenus), pour 51 000 places, dans des conditions toujours plus dégradantes. La politique répressive du chiffre ne s'applique pas seulement à la traque des travailleurs immigrés sans-papiers, mais aussi à tous les délits.

Ah, non il y a une exception: le gouvernement habituellement si répressif, a décidé de dépénaliser le droit des affaires en février de cette année; la mesure avait été saluée par le Medef: «a suppression d'infractions obsolètes et l'existence d'alternatives, dans un cer-

(Suite en page 3)

A BAS L'ETAT BOURGEOIS, ARME SUPRÊME DU CAPITALISME !

LA GRANDE RÉCESSION

C'est maintenant officiel: selon les estimations du National Bureau of Economic Research, les Etats-Unis sont entrés en récession depuis décembre 2007 (1)! Pour le NBER, qui étudie les changements mensuels dans l'économie pour arriver à ses conclusions, l'un des facteurs déterminants, est la perte de plus d'un million d'emplois en un an.

Pratiquement jusqu'à cet été les plus hautes autorités américaines et internationales, la quasi-totalité des économistes, n'avaient ni mieux ni pire que l'économie américaine et, à sa suite, l'économie mondiale, avaient cessé de croître; les plus pessimistes des «prévisionnistes économiques» (à l'exception d'une poignée d'entre eux qui prennent aujourd'hui leur revanche en monnaie sonnante et trébuchante) admettaient qu'une récession était peut-être possible, mais qu'elle serait modérée et de courte durée...

Les experts économiques de la Banque centrale américaine (Réserve Fédérale), estiment que la récession en cours durera jusqu'au milieu de 2009, ce qui ferait de cette récession la plus longue depuis celle de 1929 (les récessions de 1973-75 et de 1980-82 avaient duré chacune 16 mois, contre 43 mois pour la «Grande dépression» des années trente) (2).

Cependant les membres du NBER estiment peu probable que ce qu'ils appellent la «Grande récession», se termine dans 6 mois. En novembre le niveau de la baisse de la production industrielle américaine a atteint celui de 1982, tandis que la baisse du nombre d'emplois (533 000 emplois en moins, après une perte de 320 000 en octobre et 403 000 en septembre) était au niveau du rythme de 1974.

L'économie japonaise, la deuxième du monde, est, elle aussi, officiellement en récession, de même que l'eurozone, même si le gouvernement Sarkozy a triomphalement publié des statistiques douteuses indiquant que l'économie française aurait continué à croître.

On peut toucher du doigt la réalité de la récession et l'ampleur qu'elle a atteinte dans la dernière période en examinant un secteur aussi important que l'industrie automobile pour l'économie des grands pays capitalistes dans son ensemble. Tous les médias ont titré sur les difficultés des entreprises américaines géantes qui clament sur tous les tons qu'elles sont proches de la faillite et celles de leurs collègues européens - y compris français.

Dans les grands pays capitalistes développés, près des deux-tiers des automobiles sont achetées à crédit; lorsque les clients n'ont plus les moyens de prendre des crédits, les ventes s'effondrent inévitablement.

En octobre aux Etats-Unis, les ventes de General Motors ont baissé de 45%, celles de Ford de 30%, celles de Chrysler de 35% et celles de Toyota (numéro deux du marché) de 26%. Si le recul a été souvent moins sévère ailleurs, il est cependant important: toujours en octobre, la baisse du marché a été de 40% en Espagne, de 23% en Grande Bretagne, de 19% en Italie, de 13% au Japon, de 8% en Allemagne et de 7% en France. Les premiers chiffres connus pour novembre au moment où nous écrivons montrent une accentuation de cette tendance.

Certains économistes et responsables bourgeois occidentaux continuent à affirmer que les pays dits «émergents» (selon le jargon à la mode), et en particulier la Chine, pourraient servir de locomotive à l'économie mondiale; c'est oublier que le moteur de la croissance de ces pays est l'exportation vers les marchés des pays développés (y compris l'exportation de matières premières pour certains d'entre eux). En conséquence, quand ces marchés saturés de marchandises se rétrécissent sous les effets de la crise, les exportations diminuent inévitablement, freinant toute l'économie des pays exportateurs.

Officiellement, la Chine ne devrait connaître qu'un **ralentissement de sa croissance**, autour de 9% (chiffre qui ferait rêver les

(Suite en page 2)

Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti

En novembre 1918, les prolétaires et les révolutionnaires du monde ont les yeux tournés vers l'Allemagne: la révolution allemande: la révolution allemande, espérée depuis si longtemps par les marxistes, attendue impatiemment par les bolcheviks semble commencer.

Au mois d'octobre un nouveau gouvernement avait été formé avec pour la première fois des représentants du Parti Social-Démocrate (une minorité, plus à gauche, s'était déjà constituée en Parti Socialiste Indépendant, expressément pour empêcher la constitution d'un véritable parti prolétarien révolutionnaire); alors que la défaite militaire est consommée et face à une effervescence sociale croissante il s'agit de préserver l'ordre établi en donnant aux prolétaires l'impression que «la paix et

les réformes démocratiques» sont l'objectif de ce gouvernement de coalition qui va réaliser une «révolution pacifique», selon les déclarations des sociaux-démocrates. Mais cela est bien incapable d'empêcher le mouvement des masses. Les 2 et 3 novembre les marins de la flotte de guerre se mutinent à Kiel à l'annonce que les navires vont appareiller - probablement pour se livrer à un baroud d'honneur contre la flotte anglaise. Ils s'emparent des navires de combat et menacent de tirer sur les bâtiments officiels si leurs camarades ne sont pas libérés.

En quelques jours un gigantesque mouvement spontané de révolte déferle sur l'Allemagne. Dans tout le pays se forment des Conseils de soldats et d'ouvriers, face auxquels les autorités civiles et militaires sont impuissantes.

Mais derrière cette flambée révolutionnaire, il y a une énorme confusion, une absence complète de perspective et d'organisation. Ainsi les marins insurgés de Kiel qui ont fusillé leurs officiers et hissé le drapeau rouge sur les bateaux de guerre acclamèrent le social-démocrate Noske envoyé en toute urgence par le gouvernement pour contenir la révolte. Pire, ils le laissèrent s'imposer à la tête du comité de soldats et comme commandant de la place militaire. Ce fait est doublement symbolique.

Il montre d'abord le rôle que le Parti Social-Démocrate, les «majoritaires» du SPD, va jouer dans les mois et années à venir. Devant les soldats et les ouvriers il s'affirme comme authentiquement socialiste, il prétend les représenter, défendre leurs revendications et leurs intérêts. Mais en réalité il n'a pour but que de maintenir l'ordre, de sauvegarder la légalité, d'empêcher à tout prix l'explosion révolutionnaire. Il fait semblant

d'accepter l'autorité des Conseils qui naissent spontanément, mais c'est pour mieux les empêcher d'exercer un pouvoir effectif et leur faire cautionner le gouvernement de l'Etat bourgeois dont il fait partie. Comprenez beaucoup mieux que certains cercles bourgeois réactionnaires qu'il est impossible de s'opposer frontalement à la lame de fond qui déferle (1), il se laisse porter par le courant pour pouvoir le canaliser dès qu'il commence à s'affaiblir.

C'est ce gouvernement qui pousse à réorganiser dans des «corps francs» une solide force armée de l'Etat bourgeois pour pallier la décomposition de l'armée classique dont une bonne partie passait du côté du «désordre». Ainsi entré à Berlin le 10 décembre 1918 pour régler l'affaire de la Division populaire de marine avec 40.000 hommes, le général Lequis, le 23, n'en avait plus que 2.000 sous ses ordres! C'est ce gouvernement de «révolution pacifique» qui se chargera au cours des

mois suivants de **décimer** l'avant-garde prolétarienne par un jeu habile de provocations et de répressions **sanglantes**.

Ensuite ce fait montre l'**inévitabilité** de la faiblesse du mouvement spontané. En l'absence d'une véritable direction politique capable de lui donner des objectifs clairs et une coordination effective, ce mouvement va d'une part se laisser engluer dans la direction et l'appareil social-démocrate; et d'autre part s'épuiser dans des «coups de tête» locaux, magnifiques, mais dispersés, que la contre-révolution écrasera d'autant plus facilement les uns après les autres qu'ils ne peuvent déboucher sur rien.

Ce qui se manifeste dès cet épisode et qui éclatera avec une évidence tragique dans les semaines et les mois à venir, c'est l'incapacité du mouvement spontané des masses à prendre le pouvoir. L'explosion de la colère des

(Suite en page 5)

A BAS L'ETAT BOURGEOIS, ARME SUPRÊME DU CAPITALISME !

(Suite de la page 1)

capitalistes de n'importe quel pays!).

Mais il faut prendre cette prévision avec des pincettes, car plusieurs éléments laissent supposer une véritable récession. La production d'acier est un indice sûr de l'évolution de la croissance économique; or la sidérurgie chinoise, qui avec le boom de ces dernières années est devenue la première du monde, a commencé à ralentir cet été et en octobre sa production a baissé de 17%. Beaucoup d'entreprises sidérurgistes perdraient de l'argent et risqueraient de faire faillite (3). Le marché automobile chinois, considéré parfois comme un nouvel eldorado, aurait baissé de 7,6% en novembre. Dans le secteur du jouet où la Chine est le premier producteur mondial, la récession a commencé à se faire sentir dès le début de cette année. Quant à l'immobilier chinois, son boom a été tel qu'en 2007 la Chine aurait utilisé 50% de la production mondiale de béton et construit la moitié des nouveaux bâtiments du globe; mais le ralentissement a commencé à se faire sentir à partir de janvier et il s'est approfondi dès juillet; sur les 7 premiers mois de l'année les ventes ont baissé de 38% dans la région de Pékin, de 22% dans celle de Shanghai, de 22% et de 21% dans celle de Canton. La crise de l'immobilier ne touche plus seulement les Etats-Unis et l'Europe, mais aussi la Chine...

L'ETAT BOURGEOIS AU SECOURS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Depuis l'éclatement de la crise financière cette automne, les capitalistes se sont tournés en catastrophe vers leurs Etats respectifs pour qu'ils leur viennent en aide. Evouons les discours sur le «moins d'Etat», sur le libéralisme, sur la dérégulation! Les mêmes qui voulaient «libérer» l'économie des carcans étatiques et réglementaires (et qui prônaient l'endettement des ménages, comme Sarkozy) s'affirment convaincus de la nécessité de réguler et de contrôler la finance et se répandent en déclarations sur la refondation du capitalisme qui auraient fait reculer d'effroi les petits-bourgeois d'ATTAC il y a quelques années!

Et il ne s'agit pas de discours: les autorités gouvernementales américaines ultra-libérales n'ont pas hésité à prendre des participations dans certaines entreprises voire à les nationaliser de fait, comme l'avait fait auparavant le tout aussi libéral gouvernement anglais travailliste. Fin novembre, le PDG de SAAB, la filiale suédoise de General

Motors, déclarait qu'il «verrait volontiers l'Etat suédois comme propriétaire temporaire de SAAB durant cette période difficile». Le gouvernement suédois (de droite) a pour l'instant refusé de racheter Volvo (filiale de Ford qui veut la vendre mais ne trouve guère d'acheteurs) en se contentant d'affirmer qu'il ne laisserait pas disparaître l'industrie automobile en Suède lors (les ventes de véhicules dans le pays se sont effondrées de 36% en novembre).

Certains plaisantins sont allés jusqu'à écrire que Wall Street devenait socialiste et que le premier ministre anglais Gordon Brown redevenait de gauche. En réalité en se tournant en catastrophe vers l'Etat pour qu'il leur vienne en aide, y compris en les nationalisant, ces grandes entreprises ont fait à nouveau et avec éclat la démonstration que les nationalisations n'ont rien en soi de socialiste ni d'anticapitaliste. Lorsque tout va bien, en période de croissance économique, les capitalistes peuvent accorder des concessions aux prolétaires, notamment sous forme de réglementations sociales et autres amortisseurs gérés par l'Etat, de même qu'ils peuvent admettre l'existence de réglementations et contrôles étatiques divers; cela revient à «autolimiter» dans une certaine mesure l'exploitation capitaliste pour assurer la paix sociale et régulariser la marche de l'économie.

Mais quand la croissance commence à s'épuiser, quand les profits deviennent plus difficiles à réaliser, toutes ces concessions, toutes ces limitations et réglementations deviennent de plus en plus intolérables pour les capitalistes. On assiste alors à des vagues de contre-réforme et de dérégulation pour éliminer ces frais et ces obstacles qui gênent l'exploitation et pèsent sur les taux de profit. Le réformisme classique qui a prospéré auparavant comme agent de contrôle du prolétariat par la gestion de la redistribution des miettes concédées par les capitalistes, entre du coup en crise, ne sachant que gémir sur l'heureuse période précédente.

Mais quand éclate, toujours à l'improviste, une grave crise en conséquence inévitable de la croissance économique elle-même, et tous les capitalistes se tournent à nouveau vers leur Etat, lui demandant d'intervenir dans l'économie, d'instaurer des barrières, des contrôles, des réglementations, de nationaliser, etc. Et les réformistes, vieux ou nouveaux, d'exulter...

Il y a 130 ans Engels écrivait que «les crises font apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes»; «le capitaliste n'a

plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste qui a commencé par évincer les ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve». Et il ajoutait:

«Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. (...) L'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quel que soit sa forme est une machine essentielle capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait.

Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble» (4).

CONTRE LA SOUMISSION AUX INTÉRÊTS CAPITALISTES!

Le «retour de l'Etat», son intervention dans l'économie pour résoudre la crise actuelle, n'est en rien un fait positif pour les prolétaires, quelque chose qu'ils devraient souhaiter et appuyer. Lorsque l'Etat bourgeois intervient, c'est toujours et partout dans l'intérêt du capitalisme, jamais et nulle part dans l'intérêt du prolétariat. Les injections massives de capitaux dans les établissements financiers ou autres, seront enfin de compte payés d'une façon ou d'une autre par les prolétaires. Les patrons et les bourgeois en général n'hésitent jamais à invoquer l'intérêt qu'auraient les prolétaires à les soutenir pour éviter une faillite de «leur» entreprise ou «leur» économie nationale. Cela revient à leur dire: abandonnez vos propres intérêts au

profit des intérêts de ceux qui vous exploitent, acceptez les sacrifices pour maintenir les profits, sinon vous risquez de vous retrouver à la rue!

On nous dira qu'il vaut mieux pour les prolétaires que l'entreprise où ils travaillent fasse des profits, plutôt qu'elle fasse faillite. Et effectivement tant qu'ils restent soumis à la logique capitaliste, les travailleurs n'ont d'autre choix que de se plier aux besoins du capital, d'accepter les sacrifices que celui-ci leur demande, jusqu'y compris demain le sacrifice de sa vie lorsqu'ils seront appelés à défendre par la guerre l'économie nationale. De la même façon que si l'esclave ne remet pas en cause le système de l'esclavage, il a tout intérêt que son propriétaire soit bien nourri parce qu'alors lui laissera peut-être quelques miettes de son repas avant de le remettre au travail à coups de fouet.

Proletaires et capitalistes ont des intérêts de classe antagonistes; chaque fois que les prolétaires, au lieu de se défendre, acceptent les sacrifices qui leur sont demandés, ils s'affaiblissent eux-mêmes et rendent plus difficile la défense future de leurs intérêts. C'est ce que vivent les travailleurs des entreprises en difficulté qui après avoir accepté tous les sacrifices, tous les plans «sociaux», finissent par être licenciés. La même sinistre comédie se répète aujourd'hui à grande échelle.

Aux Etats-Unis les trois grands constructeurs automobiles font pression pour que l'Etat leur octroie des crédits en quantité suffisante afin qu'ils évitent la faillite et son cortège de milliers de licenciements. Certains cercles bourgeois américains pensent en effet qu'il serait moins coûteux de les laisser faire faillite, la réorganisation qui s'en suivrait permettant de liquider les branches non rentables, de licencier des milliers de travailleurs et de leur imposer en général les plus grands sacrifices, ce qui serait autrement difficile à faire passer. Pour contrecarrer cette alternative, les patrons des constructeurs automobiles ont fait appel au syndicat UAW; prétendant défendre les travailleurs, celui-ci a accepté la remise en

Les contradictions capitalistes provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux, ramèneront, par la violence, le capitalisme à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Les contradictions créent des explosions, des crises au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force à un point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive.

Cependant ces catastrophes qui le régénèrent régulièrement, se répètent à une échelle toujours plus vaste, et elles finiront par provoquer son renversement violent.

K. Marx, Grundrisse, Ed. 10/18, Tome IV, p.17-18

Démocratie blindée

(Suite de la page 1)

tain nombre de cas, à la sanction pénale, créent un climat plus favorable à la prise de risques (!). On avait un risque pénal extrêmement présent dans la vie des affaires, qui nuisait à l'initiative économique» (1). Mais si compréhensive qu'elle soit envers les patrons, Rachida Dati ne veut pas passer pour laxiste: elle a ainsi justifié l'incarcération des mineurs à partir de 12 ans (il est vrai qu'ils ne sont pas encore dans les affaires à cette âge), avant d'être contredite par Fillon...

DE J.M. ROUILLAN AUX «TERRORISTES» DE CORRÈZE, JUSQU'AUX GRÉVISTES DE NOUVELLE CALÉDONIE

Ce climat répressif que nous avons appelé **blindage de la démocratie**, s'est manifesté à propos de quelques cas retentissants. Cela a d'abord été le cas de Rouillan, cet ancien membre d'Action Directe passé au NPA de Besancenot à qui une mesure de semi-liberté avait été accordée.

Après que dans une interview à «L'Express» il ait déclaré: «en tant que communiste, je reste convaincu que la lutte armée à un moment du processus révolutionnaire est nécessaire», il a été réemprisonné. La déci-

sion judiciaire a tout de suite été approuvée par Ségolène Royal: «Evidemment qu'il fallait renvoyer Jean-Marc Rouillan en prison puisqu'il a continué à prôner la lutte armée» a-t-elle déclaré sur Canal Plus le 18 octobre. Au moins c'est sans ambiguïté: parler de lutte armée, c'est-à-dire de révolution, mérite «évidemment» la prison pour l'ancienne candidate socialiste. Qu'en pensent ceux qui comme les amis de Besancenot, l'avaient soutenue lors des dernières élections?

Le 11 novembre, le ministre de l'Intérieur annonçait l'arrestation d'un groupe de terroristes d'«ultra-gauche» qui vivaient en communauté dans le village de Tarnac en Corrèze: ils seraient responsables des sabotages de caténaires du réseau TGV qui avaient entraîné des retards de circulation importants sur certaines lignes.

Aussitôt toute la presse de répercuter l'affaire en glosant sur la «cellule invisible» qui avait déjà publié un ouvrage prônant la désobéissance civile. Pour les responsables de la lutte antiterroriste qui les surveillaient depuis des mois, ils étaient suspects non seulement par leur présence dans différentes manifestations mais aussi: «par leur attitude et leur mode de vie. Ces personnes recherchent une coupure totale avec la société. Ils souhaitent transcrire leurs pensées en actes violents tout en se préparant à une vie clan-

destine» (2). C'est sans doute leur décision d'aller tenir une épicerie dans un village reculé, comme les hippies d'autrefois, qui en faisaient de dangereux terroristes potentiels!

Mais au delà du ridicule de toute cette affaire qui s'est peu à peu dégonflée (mais personne parmi les bons démocrates qui se sont mobilisés pour le journaliste de Libé, ne s'est indigné sur les conditions de l'arrestation et de l'emprisonnement de ces jeunes), il s'est agi en fait d'une campagne d'**intimidation préventive** à l'intention non seulement de tous ceux qui pourraient être dits d'«ultra-gauche» (3), mais de tous ceux qui pourraient contester par la violence, la violence du capitalisme et de son Etat.

Déjà l'aide aux travailleurs sans-papiers peut tomber sous le coup des lois anti-terroristes.

Les mesures répressives contre les prolétaires en lutte ne sont pas en reste: en Nouvelle Calédonie, la justice a confirmé en septembre la condamnation à des peines de prison ferme du président du syndicat USTKE (accusé d'avoir «incité à la violence») et de 21 autres militants. Des affrontements avaient opposé en janvier les grévistes de CARSUD (filiale de Veolia) aux CRS appelés pour disperser le piquet de grève. Le GIGN avait été appelé à la rescousse pour traquer les dangereux «terroristes». Les chauffeurs de Carsud sont aujourd'hui toujours en grève depuis plus d'un an!

Ces quelques cas, qui ne doivent pas faire

oublier la répression contre les jeunes des banlieues et les manifestants lors des dernières luttes de lycéens et d'étudiants, ainsi que celle contre les travailleurs sans-papiers, ne sont pas des faits divers isolés. Ils indiquent une tendance de fond vers la répression qui ne pourra que s'accroître dès qu'éclateront des luttes véritables.

La seule façon de se préparer à y faire face est de manifester dès aujourd'hui une **solidarité prolétarienne** envers les prisonniers politiques ou sociaux de la justice bourgeoise. Quelles que soient les critiques politiques que nous devons faire aux orientations politiques erronées de tel ou tel, il faut comprendre la nature fondamentalement antiprolétarienne de cette répression.

HALTE À LA RÉPRESSION BOURGEOISE!

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS!

(1) http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/societe/la_justice_sous_pressions/20080220.OBS1507_7_le_patronat_salue_le_rapport_coulon.html

(2) cf «Libération», 3/12/2008.

(3) Selon le CCI, un intervenant lors d'une émission de la 5e aurait affirmé que «le terrorisme actuel des autonomes trouvait ses racines dans le 'bordiguisme' des années 1920».

cause de toute une série d'«avantages» accordés aux travailleurs en particulier sur le plan des retraites, des plans d'assurance maladie et du paiement du chômage technique.

Comme de juste, la servilité de la bonze syndicale n'a absolument pas protégé les travailleurs, mais les a au contraire **désarmé**: pour obtenir les crédits de l'Etat, General Motors vient d'annoncer qu'il prévoyait de licencier autour de trente mille ouvriers, soit le tiers de sa force de travail (5)...

La politique de soumission servile aux intérêts capitalistes, camouflés bien sûr sous le nom d'intérêt général ou d'intérêt de l'économie nationale, que l'encadrement collaborationniste impose aux prolétaires, ne peut avoir d'autre résultat. La valse des milliards accordés généreusement aux banques et autres entreprises alors que ses caisses étaient censées être vides, montre aux yeux de tous que l'Etat ne sert que les capitalistes. Elle montre que cet Etat est toujours l'Etat des capitalistes, et qu'il ne bougera pas le petit doigt pour les prolétaires. Seuls des laquais de la classe capitaliste peuvent proposer aux travailleurs de faire appel à cet Etat et laisser croire qu'il puisse se pré-

occuper de leur sort. L'Etat bourgeois est l'ennemi des prolétaires, l'**arme suprême des capitalistes**, que ce soit à travers ses flics et ses juges ou à travers ses diverses institutions politiques ou «sociales» de collaboration des classes.

Les travailleurs ne sont pas éternellement condamnés à l'impuissance; ils disposent d'une alternative à la résignation ou à la servilité, celle de la défense intransigente et résolue de leurs intérêts de classe. Les coups brutaux que la crise va obliger les capitalistes à porter aux prolétaires ne vont pas déclencher automatiquement ou mécaniquement la reprise générale de la lutte de classe. Ils peuvent même avoir d'abord l'effet inverse de paralyser une grande partie de la classe ouvrière.

Mais, en déchirant un peu plus les mailles de la collaboration des classes qui le paralyse depuis des lustres, ils vont inévitablement pousser des secteurs du prolétariat, y compris «périphériques», à la lutte, voire à des explosions sociales. Les bourgeois le savent (5), de même que leurs larbins collaborationnistes; ils cherchent à déminer le terrain en préparant des soupapes de sécurité, tout en renforçant de l'autre

côté le volet répressif. Mais ils ne pourront pas plus empêcher ces luttes qu'ils n'ont pu empêcher l'éclatement de la crise économique et qu'ils ne pourront empêcher son **aggravation**.

Et c'est au feu de ces luttes, en se confrontant aux sabotages et aux trahisons des fausses organisations «ouvrières» ou «révolutionnaires», que des minorités prolétaires, auront la possibilité de rompre avec l'opportunisme et de se placer sur le terrain du **programme communiste** et du **parti de classe**.

(1) Le NBER est officiellement chargé d'établir les dates des périodes de récession et d'expansion; il se base sur toute une série d'indicateurs économiques, alors qu'habituellement les économistes, les médias et les gouvernements utilisent la variation trimestrielle du Produit Intérieur Brut (2 trimestres de baisse du PIB étant nécessaires pour parler de récession): le NBER juge «ambigu» les mouvements de cette mesure trimestrielle (transmis à cette grande économiste qu'est l'impayable mi-

nistre de l'Economie, Christine Lagarde). cf «Le Monde», 3/12/2008.

(2) Pour les durées des cycles d'expansion et de récession aux USA depuis 1857, voir: <http://www.dev.nber.org/cycles/cyclesmain.html>

(3) cf «The Wall Street Journal», 27/11/2008. En Inde les sidérurgistes ont été contraints de baisser leur prix de 15 à 20% en novembre.

(4) Engels, «Anti-Dühring», Troisième partie, Notions théoriques. cf Editions Sociales 1973, p.315.

(5) Dépêche AFP, 2/12/2008.

(6) Selon «Le Canard Enchaîné» du 12/8, Sarkozy aurait déclaré lors d'une réunion sur la situation économique: «Nous allons vers une série d'affrontements sociaux, voire vers Un affrontement social».

Que cela soit vrai ou faux, il n'y a de toute façon aucun doute que les responsables politiques sont toujours très attentifs à la tenue de la paix sociale; et pour cela ils s'appuient entre autres sur les appareils syndicaux collaborationnistes qui ont depuis longtemps donné aux bourgeois toutes les preuves de leur «responsabilité» envers l'ordre capitaliste.

Renouant avec ses grandes traditions de lutte, le prolétariat américain devra combattre la politique du sang et des larmes de la présidence Obama

Ce texte a été rédigé immédiatement après l'élection présidentielle américaine pour combattre l'«Obamania» répandue par les médias du monde entier. Le nouveau président n'est pas encore entré en fonction, mais ses décisions sur la nomination de sa future équipe gouvernementale sont une première démonstration de ce que nous écrivions dans ce texte. «Le Monde» du 3 décembre écrivait qu'Obama forme un «gouvernement centriste» - ce qui signifie un gouvernement de «droite». Cela signifie surtout un gouvernement en parfaite continuité avec le gouvernement précédent sur les axes fondamentaux de la politique de l'impérialisme américain. Des politiciens Républicains, et non des moindres, en font partie. Le gentil et pacifique Obama a ainsi conservé comme ministre de la Défense, un homme nommé à ce poste par le vilain fauteur de guerre Bush: Robert Gates. A la Sécurité Nationale il a nommé James Jones, ancien Commandant en chef de l'OTAN, qui

avait soutenu McCain lors des dernières élections. Le quotidien de la Finance londonienne, le «Financial Times», constatait le premier décembre que «le futur gouvernement penchera du côté des faucons du parti démocrate». Tant pis pour les électeurs naïfs qui avaient cru aux (anciennes) promesses anti-guerres d'Obama...

Sans vouloir passer en revue toutes les nominations, il faut toutefois relever que sur le plan économique, les nouveaux promus sont des proches de Rubin, ancien ministre des Finances de Clinton (devenu aujourd'hui PDG de la Citibank qu'il a menée au bord de la faillite) dont le credo était l'orthodoxie budgétaire et la dérégulation financière. Pour diriger le Conseil économique de la Maison Blanche, Obama a fait appel à P. Volcker; ce dernier, nommé par le Démocrate Carter à la tête de la Banque centrale, travailla en étroite coopération avec les gouvernements Reagan pour mener une dure politique d'austérité antiprolétarienne.

BARACK OBAMA, NOUVEAU PORTE-PAROLE DES INTÉRÊTS DE LA CLASSE DOMINANTE AMÉRICAINE

Les prolétaires américains et du monde ne doivent pas s'attendre de la part des gouvernants à des changements en leur faveur; la crise capitaliste commencée depuis l'année dernière va s'aggraver et durer encore longtemps, entraînant de graves conséquences pour les travailleurs. Lentement peut-être, mais inexorablement, elle accroît et accroîtra l'intensité de l'exploitation, le nombre de chômeurs, la baisse des salaires réels. Les crises de **surproduction** - surproduction non par rapport aux **besoins** de la population, mais par rapport au marché - sont un phénomène congénital au capitalisme.

La bourgeoisie ne peut pas y répondre en améliorant les conditions des travailleurs, mais seulement en maintenant ou accroissant les profits qu'elle leur extorque, c'est-à-dire en aggravant ces conditions: diminution du «coût» du travail et des salaires en général, fermeture d'entreprises insuffisamment rentables, licenciements, etc.

D'ores et déjà le nombre de chômeurs augmente aux Etats-Unis comme dans la plupart des pays; ce ne sont pas seulement des employés des institutions financières diverses, mais des ouvriers de tous les secteurs productifs, de l'automobile à l'aviation, de la construction à l'informatique... Plus d'un million d'emplois ont été ainsi perdus au cours des dix premiers mois de l'année, portant selon les statistiques officielles le nombre de chômeurs à près de 10 millions (6,5% de la population active) dont moins du tiers touchent des allocations de chômage (1).

La situation internationale de plus en plus tendue obligera Barack Obama comme ses prédécesseurs à défendre les intérêts impérialistes au moyen de la gigantesque machine militaire des Etats-Unis - et avant

même son élection il avait déjà critiqué Bush pour l'insuffisance de son effort de guerre en Afghanistan! Les heurts entre puissances capitalistes sont destinés à s'aggraver dans les différentes parties du monde: au Moyen-Orient évidemment, mais aussi en Afrique, en Asie et dans les zones pétrolifères du Caucase comme nous l'avons vu cet été. Et en Europe aussi, berceau historique du capitalisme et foyer des guerres inter-impérialistes, où s'accumulent les facteurs de crises et de tensions.

La victoire électorale d'Obama a été saluée par les médias de toute la planète comme le symbole d'une **nouvelle** époque pour les Etats-Unis. L'élection d'un candidat démocrate «afro-américain» dans un Etat qui était officiellement raciste (comme l'était aussi le Parti Démocrate) il y a quelques décennies à peine est sans doute une nouveauté, comme l'aurait été la victoire d'une femme si Hillary Clinton avait été désignée par son parti.

Mais si cet aspect a fait sensation, quel était le programme du candidat?

Exactement le même que celui de son rival McCain: sauvetage du système financier et bancaire (voir son soutien sans faille au dit «plan Paulson», gigantesque hold-up légal pour venir en aide aux banquiers de Wall Street), défense des profits des capitalistes américains, la seule différence étant qu'Obama parlait - très vaguement - de mieux «répartir» les richesses et de taxer les plus grandes fortunes (2).

Mais parce qu'il est membre d'une minorité raciale dont la majorité fait partie du prolétariat, Obama, avec l'appui de pratiquement tous les médias, a pu apparaître comme porteur d'un «changement» positif pour les couches exploitées de la population, alors même que sa campagne électorale a bénéficié d'un financement record et d'un soutien solide des milieux financiers et industriels (3).

Alors que la participation électorale est traditionnellement très basse aux Etats-Unis,

elle a été cette fois-ci en légère augmentation par rapport aux dernières présidentielles: 61% contre 60% des électeurs inscrits (4). Si l'on est très loin de la vague de participation décrite par les médias au moment du vote (le taux d'abstention a même augmenté dans de grandes métropoles comme New-York ou Washington), il n'y a cependant aucun doute que la candidature Obama a drainé vers les urnes un nombre important de nouveaux électeurs prolétaires, noirs ou non, attirés par ses promesses de «changement» ou par le désir d'en finir avec le gouvernement en place.

Un quotidien britannique le confirme en écrivant: «Si Obama avait perdu les élections alors que le parti sortant a présidé à un effondrement économique d'ampleur historique et à 2 guerres impopulaires et infructueuses et que les trois quart des Américains sont convaincus que leur pays va dans la mauvaise direction (...), cela aurait constitué la plus grande occasion électorale manquée depuis des générations. Cela aurait pu persuader toute une génération qu'il n'y a rien à attendre des élections. Des millions de gens auraient pu en conclure que le seul moyen de faire perdre le pouvoir aux Républicains réside dans une forme d'insurrection armée» (5).

L'illusion électorale, ce puissant moyen de défense de l'ordre établi, a ainsi parfaitement fonctionné! Des millions de prolétaires, noirs, blancs, hispaniques et autres, ont cru qu'il était possible de changer au moins un peu leur situation par la voie électorale, démocratique, pacifique et légaliste. Ils ont cru que le jour du vote tous les individus étaient égaux et que la politique de l'Etat était déterminée par le nombre de voix obtenus par tel ou tel candidat.

Ce n'était qu'un **rêve**, que la réalité va dissiper bien vite. Déjà ils peuvent constater que les personnages pressentis aux futurs postes officiels pour réaliser le prétendu «changement» sont les mêmes politiciens

qu'hier; déjà ils peuvent constater que si Obama s'est déclaré favorable à un plan de soutien des industries automobiles, il n'a pas parlé de soutenir les prolétaires qui y travaillent; déjà ils peuvent constater qu'il a repris ses déclarations en faveur de l'**unité nationale** («nous devons nous rassembler comme une seule nation - jeunes et vieux, pauvres et riches, noirs et blancs, Républicains et Démocrates»), leitmotiv bourgeois classique, mais qui est utilisé avec plus d'insistance dans les périodes de crise: plus la bourgeoisie parle d'unité nationale, plus elle prépare la **guerre sociale interne** et la **guerre impérialiste à l'extérieur**! A la fin octobre Biden, le colistier d'Obama pour la vice-présidence, a publiquement averti qu'en liaison avec la crise, le nouveau gouvernement serait «obligé de prendre des décisions incroyablement dures» dans les deux premières années, aussi bien sur le plan intérieur qu'en politique extérieure (6).

Le capitalisme américain se vante d'être «le plus démocratique» du monde, il est à coup sûr **le plus agressif** depuis qu'il s'est imposé à l'issue de la dernière guerre mondiale comme l'impérialisme dominant (y compris dans le cadre du condominium russo-américain sur le monde).

Le président Obama continuera sur cette voie; après avoir rapidement abandonné ses premières déclarations en faveur d'un retrait militaire d'Irak, il a répété à de nombreuses reprises au cours de sa campagne qu'il augmenterait l'effort militaire américain en Afghanistan. Il a repris à son compte le vieux thème de la «lutte contre le terrorisme» qui a déjà été utilisé comme prétexte pour justifier les guerres en Afghanistan et en Irak. En réalité les plus grands et plus meurtriers terroristes sont de très loin les Etats impérialistes, et en

(Suite en page 4)

Souscription pour la publication de «Terrorisme et Communisme» en Italien

«Terrorisme et communisme», texte de Trotsky publié en 1920, réaffirme avec toute la clarté et la rigueur de ce dirigeant de la révolution russe, la nécessité de l'insurrection, du recours à la violence, de la guerre civile et de l'instauration de la dictature du prolétariat dans la révolution prolétarienne. A ce titre les épigones de Trotsky, reliés à la démocratie bourgeoise par les fils de l'opportunisme, l'ont toujours rejeté de leur «héritage».

Dans notre journal «il comunista», du numéro 46-47 (sept. 1995) au numéro 83 (février 2003), nous en avons publié une nouvelle traduction en italien.

Pour pouvoir diffuser ensuite ce texte sous la forme d'un livre, nous lançons un appel de souscription à tous les lecteurs et sympathisants.

Renouant avec ses grandes traditions de lutte, le prolétariat américain devra combattre la politique du sang et des larmes de la présidence Obama

(Suite de la page 3)

particulier l'impérialisme américain, dont les victimes se chiffrent par dizaines de millions au cours des boucheries mondiales ou des guerres «localisées»!

Derrière le voile de la démocratie électorale se cache la réalité inflexible de la **dictature armée du capital**. Il est facile de constater que face aux moindres revendications sociales, les gouvernements démocratiques répondent qu'ils n'ont pas d'argent, alors qu'ils trouvent immédiatement des milliards et des milliards de dollars ou d'euros pour venir au secours des banques ou des entreprises! Qu'ils soient de gauche ou de droite, socialistes ou conservateurs, démocrates ou républicains, les gouvernements bourgeois ne se mobilisent que pour défendre les intérêts capitalistes.

Quant aux prolétaires, ils peuvent être expulsés de leur domicile, chassés de leur emploi, expulsés du pays où ils travaillent, ou exploités de la façon la plus bestiale, ils ne recevront, dans le meilleur des cas, que quelques miettes destinées à prévenir leur révolte. Le nouveau président utilisera sa rhétorique sociale pour mieux faire passer les mesures antiprolétariennes inévitables pour sauver le système capitalistes; il utilisera la propagande patriotique renouvelée pour mieux faire passer les interventions militaires au nom d'une «mission historique» du peuple américain de répandre la démocratie.

Mais la démocratie américaine n'a jamais été autre chose que le masque du supergangstérisme de l'impérialisme US, digne successeur des vieux gangsters impérialistes européens. Le capitalisme porte en lui la guerre, et le capitalisme américain, royaume du «complexe militaro-industriel» le plus puissant du monde, ne fait pas exception à la règle. Pour le prolétariat américain et mondial, le capitalisme américain est et restera **l'ennemi le plus puissant, le pilier du capitalisme mondial**, même s'il se dit démocrati-

que et qu'il a un noir pour président.

Face à cette situation de domination écrasante des forces capitalistes, il ne semble pas y avoir d'issue.

Pourtant ce sont les prolétaires - la classe des non-possédants obligés pour vivre de se faire exploiter par les patrons - qui créent toutes les richesses de la société; c'est de leur travail salarié que naissent les profits indispensables à la vie du capitalisme. Les prolétaires ont ainsi potentiellement entre leur mains la force immense de mettre fin au système capitaliste de misère et de sang! Mais pour que cette force commence à se concrétiser il leur faut surmonter tous les obstacles dressés par la classe bourgeoise et ses serviteurs réformistes; il leur faut surmonter les mensonges démocratiques, la propagande interclassiste en faveur de la paix sociale, les divisions raciales, nationales, de catégorie, d'âge ou de sexe.

Si difficile que cela paraisse, il n'est pas impossible de lutter contre les capitalistes américains, comme le démontre la grève de 57 jours des machinistes de Boeing cet automne. Il n'y a pas d'autre alternative que la lutte de classe pour résister aux attaques capitalistes qui vont s'accroître avec la crise. Les prolétaires américains, qui ont livré dans le passé de grandes luttes contre un capitalisme féroce, devront en livrer de plus gigantesques encore à l'avenir.

Leur sort en dépend, et celui des prolétaires du monde entier!

- **Aucune confiance** dans la démocratie bourgeoise, qui a systématiquement trompé les travailleurs et les a conduit aux massacres des guerres mondiales ou locales!

- **Aucune confiance** dans un changement politique qui n'est rien d'autre que la relève de la garde du temple de Sa Majesté le Capital!

- **Aucune confiance** dans les accords et la solidarité entre les grands pays capitalistes contre la crise!

- **Aucune confiance** dans les forces colla-

borationnistes qui prétendent défendre les intérêts des masses exploitées uniquement pour mieux les contrôler et livrer à la répression les minorités d'avant-garde!

- **Aucune confiance** dans les forces politiques d'«extrême gauche» qui ne veulent que prendre la place antiprolétarienne du réformisme traditionnel usé jusqu'à la corde!

- **Confiance** dans la force que la prolétariat manifeste dès qu'il rompt avec les traditions interclassistes inculquées par des décennies de politique collaborationniste!

- **Confiance** dans la capacité d'organisation du prolétariat quand il prend lui-même en main le contrôle de ses luttes!

- **Confiance** dans la reprise de la lutte de classe, quand le prolétariat, réagissant à l'exploitation et à la répression, organisera une lutte de résistance au capital s'étendant aux couches les plus larges et se maintenant le plus longtemps possible! Cette reprise de la lutte de classe permettra aux prolétaires de discerner quels sont leurs amis, leurs ennemis ouverts et leurs faux amis plus

dangereux encore.

- **Confiance** dans l'analyse effectuée il y a 150 ans par le marxisme selon laquelle le développement économique forcené du capitalisme conduit inévitablement à des crises de plus en plus aiguës jusqu'au blocage de son gigantesque système de production de profits, débouchant sur des guerres généralisées. Confiance dans la perspective selon laquelle le prolétariat, la classe des sans-réserves produisant toutes les richesses sociales, sera la classe qui mettra fin au capitalisme et à toutes les sociétés de classe!

- **Confiance** dans la perspective marxiste selon laquelle le prolétariat organisé et dirigé par son parti de classe, prendra le pouvoir politique par l'insurrection, instaurera sur les ruines de l'Etat bourgeois sa propre dictature de classe afin d'intervenir despotiquement dans l'organisation économique et sociale pour extirper le capitalisme, révolutionner de fond en comble la société et libérer définitivement le genre humain de toute forme d'oppression et d'exploitation!

7 novembre 2008

(1) Chiffres officiels du US Department of Labor pour le mois d'octobre. Le taux de chômage était de 5,9% pour les blancs, 7,8% pour les *latinos* et de 11,4% pour les noirs: les discriminations raciales sont toujours vivantes! Ce mois-là le secteur financier a perdu 24.000 emplois, alors que l'industrie manufacturière en a perdu 90.000, le secteur de la construction 49.000, le secteur des services 51.000, etc. Si l'on inclut les travailleurs obligés de travailler à temps partiel, les travailleurs «découragés de chercher un emploi», etc., le taux de chômage a alors atteint 11,8% (contre 8,4% un an avant). cf www.bls.gov/news.release/empsit.nr0.htm

(2) Cela lui a valu les accusations d'être «socialiste» auxquelles il a répondu ironiquement: «c'est un peu difficile d'imaginer comment font Warren Buffet et Colin Powell pour me soutenir, si je pratique le socialisme» cf «New York Times», 8 octobre 2008. Warren Buffet est un célèbre multi-milliar-

naire et Powell, ancien chef d'état-major des armées lors de la première guerre contre l'Irak et ancien secrétaire d'Etat de Bush au moment de la dernière guerre contre l'Irak

(3) La campagne d'Obama a bénéficié d'un soutien financier sans précédent: plus de 600 millions de dollars contre probablement une centaine pour McCain. Les partisans d'Obama insistent sur le nombre de petites contributions, mais selon le New York Times le tiers des fonds de la campagne venaient de contributions supérieures à 1000 dollars, une proportion plus élevée que pour McCain ou sa rivale Clinton. «N.Y.T.», 6 août 2008.

(4) Estimations quelques jours après l'élection: www.elections.gmu.edu/preliminary_vote_2008.html

(5) «The Guardian», 5 novembre 2008. cf www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/nov/05/barackobama-uselections20081

(6) http://blogs.suntimes.com/sweet/2008/10/joe_biden_seattle_fund_raiser.html

Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti

(Suite de la page 1)

masses, leur volonté d'en finir avec la guerre, avec la misère, peuvent certes porter des coups très durs à l'Etat bourgeois, paralyser et ébranler temporairement son appareil administratif et militaire.

Mais pour détruire cet Etat de fond en comble, pour **se saisir** de la direction de la société, pour s'ériger en **classe dominante**, pour exercer leur propre pouvoir, les masses prolétariennes ont besoin de cet **organe de direction** politique et organisationnelle qu'est le **parti de classe**.

Malheureusement, ce qui caractérise alors la situation dans les pays capitalistes développés d'Europe, c'est le retard énorme de la constitution du parti par rapport à l'explosion des luttes de classe; et c'est en Allemagne que cette **absence du parti** se fait le plus cruellement sentir, précisément parce que les masses y sont projetées dans les luttes les plus radicales. Alors qu'en Russie la lutte spontanée des masses a pu se cristalliser autour d'un parti qui s'était constitué et délimité depuis longtemps et qui s'était imposé et lié aux masses à travers une longue série de luttes économiques et politiques, immédiates et révolutionnaires, le prolétariat allemand ne pouvait pas trouver la direction dont il avait besoin.

Sans aucun doute il existait en Allemagne des courants révolutionnaires qui non seulement avaient combattu la politique social-chauvine de la social-démocratie, mais qui aspiraient à transformer le soulèvement spontané des masses prolétariennes contre la guerre impérialiste en révolution socialiste. Mais un ensemble de facteurs, parmi lesquels leur propre manque de clarté et de rigueur politique - allant parfois même jusqu'à la négation de la nécessité même de cette direction! - les avaient empêchés de la constituer

effectivement.

Or, ce dont les masses ont besoin au moment où leurs exigences immédiates les obligent à affronter l'Etat bourgeois les armes à la main, ce n'est pas d'un «guide spirituel», mais d'un **organe de direction** dans tous les sens du terme. D'un organe qui soit certes le représentant du programme historique du prolétariat, mais qui sache relier celui-ci aux exigences immédiates; qui ne soit pas seulement un propagandiste du socialisme, mais une **force organisée**; qui ait déjà commencé à s'imposer comme dirigeant et organisateur à travers les luttes quotidiennes et partielles de la classe, et qui puisse alors tendre à conquérir une influence non seulement politique mais **pratique** déterminante sur les larges masses.

En Allemagne, même les éléments les plus avancés étaient restés prisonniers d'une part de la fascination de l'«unité» ouvrière, et d'autre part d'une vision spontanéiste leur faisant **attendre** que les prolétaires rompent d'eux-mêmes avec l'idéologie social-chauvine et la politique opportuniste, au lieu de comprendre qu'il leur incombait de **devancer** ce mouvement pour le rendre possible. Une vision qui croyait que les masses se mettraient en mouvement **après** avoir «pris conscience» de la trahison social-démocrate, et ne comprenait pas que, même lorsque les déterminations matérielles **poussent** les masses à secouer dans leur action l'orientation et l'encadrement des «agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat» (Lénine), l'influence et le poids de ces partis ne disparaît jamais de lui-même. C'est la lutte du parti de classe qui lui permet dans ces circonstances favorables d'arracher les prolétaires à l'emprise des social-traitres et de les regrouper autour de lui et de sa direction.

Bien qu'ils aient dénoncé et combattu la trahison ouverte de la social-démocratie en 1914 et sa collaboration de plus en plus étroite

avec l'Etat bourgeois au cours de la guerre, les Spartakistes (d'après le nom du bulletin qu'ils publiaient: «Spartakus») hésitaient à rompre avec le SPD: ils attendaient que les larges masses prolétariennes se détournent **d'abord** du social-patriotisme. Et lorsque les masses ont commencé à s'engager dans cette voie, non par des affirmations politiques, mais par des **luttes**, des manifestations, des grèves comme celle de janvier 1918 qui toucha près d'un million de travailleurs à Berlin, les Spartakistes se laissèrent encore devancer par l'*hypocrisie centriste*.

DE LA «RÉVOLUTION» DE NOVEMBRE...

Pour empêcher que l'agitation croissante se cristallise autour des Spartakistes, l'aile gauche du réformisme avait pris les devants et s'était constituée en 1917 en Parti Socialiste Indépendant (USPD). Dans ce parti qui se donne des allures révolutionnaires alors qu'il est encore plus pourri que le SPD, les Spartakistes vont recommencer leur travail de Sisyphe pour essayer de la gagner aux positions révolutionnaires, un travail que le PC allemand poursuivra pendant des années: gagner ou moins influencer la majorité, ou au moins la gauche de l'USPD. Malheureusement, chaque fois que le rocher redévalle la montagne, il écrase le prolétariat au passage!

En fait, les Spartakistes sont **prisonniers** dans ce parti que les honnêtes et ne les tolère que pour les empêcher d'agir de façon autonome, et parce qu'ils lui servent de **caution** auprès des ouvriers avancés. Cette caution était d'autant plus nécessaire à l'USPD qu'il servait lui-même de caution de gauche aux pires droitières du SPD, aux Scheidemann, Ebert, Noske et compagnie: pendant la période cruciale de novembre-décembre 1918, il partage avec eux la responsabilité gouvernementale. La présence dans ce prétendu «Conseil des Commissaires du Peuple» (sic!), de ce parti dont les Spartakistes **sont membres**, fût-ce comme «opposition de gau-

che», de ce parti qui parle comme eux de «république socialiste», de «changement de système économique», etc., **empêche** toute offensive générale contre l'Etat bourgeois et même toute clarification politique.

Le 9 novembre, le soulèvement spontané ayant gagné tout le pays, l'empereur abdique et le chancelier «transmet ses pouvoirs» au socialiste majoritaire Ebert qui lui-même a essayé de sauver la monarchie, puis la collaboration avec les partis de droite. Mais face aux prolétaires et soldats insurgés, le seul gouvernement bourgeois possible est un gouvernement aux couleurs «socialistes». Le 10 novembre au soir l'assemblée générale des Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin entérine la formation du gouvernement provisoire préalablement négocié entre le SPD et l'USPD, sous la pression des soldats organisés par le SPD; les positions opposées de Liebknecht, représentant des Spartakistes, sont très largement rejetées au nom de l'«unité». Le 11 novembre les Spartakistes s'organisent en «Ligue Spartakus», mais refusant de se constituer en parti indépendant, ils ne veulent demeurer qu'un «groupe de propagande» au sein de l'USPD.

Cette attitude des Spartakistes renforce inévitablement chez les ouvriers l'idée, défendue d'une certaine façon par Rosa Luxemburg elle-même, selon laquelle la «révolution *politique*» serait déjà faite et qu'il ne s'agirait plus que de «continuer la révolution» par des mesures socialistes.

Dans son éditorial du 18 novembre de la *Rote Fahne*, Rosa Luxemburg demande l'organisation d'une «Garde rouge prolétarienne» pour protéger la révolution et «Dans l'administration, la justice et l'armée, élimination des organismes hérités de l'ancien Etat policier, militariste et absolutiste». Après avoir accusé le gouvernement de «laisser faire tranquillement la contre-révolution», elle conclut: «Tout cela est parfaitement régulier. Ce n'est pas en 24 heures qu'un Etat réactionnaire peut se transformer en Etat populaire [?] et révolutionnaire. (...) Le tableau actuel de la révolution allemande correspond parfaite-

ment au degré de maturation interne de la situation. L'équipe Scheidemann-Ebert constitue le gouvernement qualifié de la révolution allemande à son stade actuel (...). Mais les révolutions ne restent pas immobiles (...). Si la contre-révolution ne doit pas l'emporter sur toute la ligne, il faut que les masses soient vigilantes» (2).

La confusion est ici complète; la révolution est vue comme un processus en acte dont le gouvernement est un des fruits, encore immature sans doute, la tâche assignée aux masses prolétariennes étant seulement de rester «vigilantes» pour assurer la continuité de ce processus au cours duquel on semble envisager que l'Etat puisse se «transformer»...

L'état-major allemand, lui, comprenait parfaitement la situation. Le 10 novembre une circulaire du Haut Commandement aux commandants des grandes unités avait appelé à constituer des Conseils de soldats à leurs bottes dans toutes les unités pour garder le contrôle des troupes. Le 16 novembre, une note signée du chef d'état-major (Hindenburg) précisait: «On peut faire savoir que le Haut Commandement est disposé à faire route commune avec le chancelier Ebert, chef du parti social-démocrate modéré, pour empêcher l'extension en Allemagne du bolchevisme terroriste» (3).

A la mi-décembre, le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats où les partisans du SPD sont majoritaires (et qui avait refusé d'accepter Luxemburg et Liebknecht en son sein), vote le principe d'abandonner toutes velléités de pouvoir au profit d'une future assemblée constituante; les manifestations convoquées par les Spartakistes pour faire pression sur les congressistes ne réussissent pas à les faire fléchir. Alors que le nombre de chômeurs double, l'agitation, les grèves pour les salaires, les manifestations de rue et les incidents sanglants avec la police se multiplient pendant le mois de décembre à mesure que la réaction relève la tête. Cependant les Spartakistes ne songent encore qu'à demander (sans résultat)... que l'USPD quitte le gouvernement et tienne un congrès extraordinaire: «Si Haase et ses amis quittent le gouvernement, ce geste secouera les masses, leur ouvrira les yeux. Mais si vous persistez à couvrir les actes du gouvernement, les masses se soulèveront et vous balaieront. A présent, en période révolutionnaire (...) ce qui importe, c'est l'explication par les actes» (4). C'est encore l'illusion insensée de pouvoir se servir de l'USPD pour «agir» sur les masses...

En fait de mesures «socialistes», «le gouvernement qualifié de la révolution allemande» réussissait avec l'aide de la hiérarchie militaire à regrouper et à réorganiser une force armée sur laquelle il puisse compter; il s'employait à réduire les prétentions, ô combien timides, du Comité exécutif des conseils. L'offensive du gouvernement fin décembre contre la «Division populaire de la Marine», une unité de 3000 marins révolutionnaires cantonnés au cœur de la capitale, provoque une réaction massive du prolétariat berlinois; mais en dépit de dizaines de morts lors des affrontements, l'affaire se termine par un compromis qui neutralise ces soldats: ils resteront impassibles lors de la semaine sanglante de janvier. Puisque le gouvernement passe à l'offensive sans se préoccuper de ses desiderata, l'USPD rompt la coalition et quitte le gouvernement. Il a joué son rôle paralysant; après les sanglants affrontements, rester dans le gouvernement serait trop compromettant! Il sera de toute façon plus utile au maintien de l'ordre bourgeois dans l'opposition.

... À LA CONTRE-RÉVOLUTION DE JANVIER

C'est le jour même où les ministres USPD se retirent, le 29 décembre 1918, que les Spartakistes, après d'ultimes hésitations et tentatives de faire convoquer un congrès extraordinaire, quittent finalement ce parti. **Enfin**, on arrive à la constitution du **parti communiste**, dans lequel les Spartakistes convergent avec d'autres groupes, notamment les «communistes internationalistes» de Brême.

Nous avons montré ailleurs que ce parti est né non seulement **trop tard**, mais aussi sur des bases peu claires et peu solides. Il est vrai que ses meilleurs militants seront poussés par les exigences mêmes de la lutte à dépasser

leur vision spontanéiste, anti-autoritaire et anti-centraliste, et à revendiquer la nécessité d'une **direction centralisée**; mais la réaction ne leur laisse pas le temps de tirer la leçon jusqu'au bout. Dans l'article qu'elle écrivit le 8 janvier 1919, une semaine avant d'être assassinée, Rosa Luxemburg finit par reconnaître que le devoir des révolutionnaires n'est pas d'attendre l'illumination des consciences, mais de «s'emparer de toutes les positions de force réelles, de les tenir et de les utiliser». Elle comprend que «l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise [et à plus forte raison allemande!] ne peut plus durer»; qu'«il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses».

Tout comme Liebknecht qui, la veille de son assassinat, attribue la défaite des ouvriers de Berlin au fait que «leur force a été paralysée par l'irrésolution et la faiblesse de leurs dirigeants», Rosa Luxemburg parle de «l'irrésolution, des hésitations, des attermolements de la direction» qui ont produit l'émiettement du mouvement, le désarroi des masses et l'isolement tragique des éléments les plus combattifs qui ne savaient pas eux-mêmes où ils allaient.

Il s'agit là en fait d'une terrible **autocritique** du mouvement spartakiste. Même après la constitution du KPD, ses dirigeants ne veulent pas se considérer comme la direction du prolétariat. Ils cherchent cette direction ailleurs, dans la gauche des Indépendants, ou chez les «Délégués ouvriers» quand il n'attendent pas une nouvelle «direction qui émane des masses».

C'est cette hésitation des révolutionnaires à assumer **leur propre responsabilité** pendant toute cette période qui va jusqu'en mai 1919, le jeu ignoble des Indépendants et de la gauche des «majoritaires». La combativité des masses prolétariennes est encore entière et elles répondent à tous les appels à la lutte, quand elles ne déclenchent pas spontanément les grèves, manifestations, occupations de journaux, tentatives de soulèvement, etc.

Mais chaque fois, de Berlin à la Ruhr, de Hambourg à Munich, on assiste au même scénario; Que les mouvements éclatent spontanément, soient lancés par les Indépendants ou même les majoritaires, ou répondent à un appel du KPD, chaque fois les communistes participent aux divers organes unitaires qui prétendent les diriger. Ces organes oscillent entre la phrase barricadière et les compromis avec le gouvernement et, au lieu d'orienter et de diriger la lutte, ils la désorientent et la désorganisent. Jusqu'au moment où l'Etat a rassemblé assez de forces pour passer à la

contre-attaque; alors l'«unité» éclate, tout le monde s'enfuit et les communistes restent seuls face à la répression avec ceux des ouvriers qui, malgré leur désarroi, ont encore la force de se battre.

A la fin de l'année, le gouvernement social-démocrate estime qu'il peut et qu'il doit écraser au plus vite la subversion (Noske dira qu'il accepte la responsabilité d'être le «chien sanglant» de la répression). Le 4 janvier le gouvernement limoge le préfet de police Eichhorn, Socialiste Indépendant, qu'il voit comme un obstacle à cette répression (5). Cette mesure déclenche dès le lendemain un gigantesque mouvement de protestation des ouvriers berlinois qui comprennent que le gouvernement s'est engagé dans la voie de l'affrontement. Un comité «révolutionnaire» où participe le KPD aux côtés des Indépendants et des Délégués ouvriers, décide le principe du renversement du gouvernement. Mais il ne donne aucune consigne pratique et dès le 6 les Socialistes Indépendants entament des négociations avec ce-même gouvernement, alors que des groupes d'ouvriers insurgés ont spontanément occupé... le siège du journal du SPD. La direction du KPD est divisée sur la marche à suivre. Pendant ce temps le gouvernement a préparé les «corps francs» qui commencent à attaquer les sites occupés le 10 janvier, puis, Luxemburg et Liebknecht sont capturés et assassinés le 15 janvier; le KPD est interdit et la répression va se déchaîner contre les prolétaires révolutionnaires pendant les mois qui suivent.

* * *

Notre courant s'est efforcé de dégager et de transmettre les dures leçons de ces luttes aussi héroïques que tragiques. Toute tentative de «renforcer» le mouvement par l'unité avec les réformistes, agents avérés de la contre-révolution, ou même avec les «centristes», ces réformistes «de gauche», **révolutionnaires en parole, contre-révolutionnaires en fait**, l'affaiblit et le mène au massacre. Toute tentative de s'appuyer sur des forces politiques étrangères ou hostiles aux principes communistes pour constituer la direction révolutionnaire, conduit à la catastrophe: personne d'autre que les communistes authentiques ne peut diriger la révolution, et ils ne doivent partager sa direction avec **personne**.

Si le parti est faible et peu influent, il n'existe aucune recette miracle pour inverser ce rapport de forces. Rechercher désespérément des soutiens et des alliés au sein d'autres partis politiques ne peut que **l'affaiblir** davantage. Le parti ne peut se renforcer et étendre son influence que sur la base de son programme et de ses principes, en montrant

aux prolétaires que lui seul répond à leurs besoins d'orientation et d'organisation, en s'imposant à travers les luttes partielles comme **direction effective** du mouvement de la classe.

Le parti ne peut pas attendre l'éclatement de la crise révolutionnaire pour se constituer: à ce moment il est presque toujours trop tard! Il doit se constituer, se renforcer et se lier à l'avant-garde, **bien avant** que les grandes masses soient précipitées dans l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois.

Le parti doit précéder les masses, il doit savoir les attendre. Les masses ne peuvent pas attendre le parti: au moment où les facteurs objectifs les obligent à se soulever, il faut qu'elles trouvent **leur organe de direction** sous peine d'être écrasées. Préparer le parti, c'est préparer la révolution future.

Tel est l'enseignement toujours actuel des grandioses luttes et de la défaite d'il y a 90 ans en Allemagne!

(1) Au Conseil des ministres, le ministre de la marine affirme: «Il faut faire un exemple. En affamant la ville on ne la réduira pas; il faut y pénétrer avec des forces considérables et la bombarder par mer»; ce à quoi le social-démocrate Scheidemann répond: «Il faut s'interroger sur ce qui va se passer si nous intervenons brutalement à Kiel. Les autres villes proclameront leur solidarité avec Kiel. D'ailleurs nous ne pouvons attaquer les mutins, ils ont trop de munitions et d'artillerie de marine. Il est plus habile de leur dire: on va discuter de vos revendications». cf «Les Spartakistes», G. Badia, pp 56-57.

(2) La «Rote Fahne» (Drapeau rouge) était le quotidien des Spartakistes; son premier numéro était paru le 9 janvier après l'occupation de imprimerie d'un grand journal bourgeois. cf Badia, op. cit., p. 160.

(3) Ibidem, pp. 127-128.

(4) Discours de Rosa Luxemburg le 15 décembre, à la réunion du Grand Berlin des militants de l'USPD. La motion Luxemburg pour la convocation d'un congrès extraordinaire du parti recueille 185 voix, contre 485 à la motion de la direction pour la préparation des élections à la Constituante.

(5) Le 9 novembre, Eichhorn, à la tête d'une manifestation armée, s'était emparé de la Préfecture de police, libérant 600 prisonniers politiques. Depuis il assumait les fonctions de préfet de police, tentant - sans succès! - d'imposer une orientation «révolutionnaire» à ses fonctionnaires. Nouvelle confirmation de ce qu'écrivait Marx après la Commune: il est impossible de s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois pour le faire servir aux prolétaires, il faut le détruire.

L'«extrême» gauche face à la crise: réformisme et confusion

Aucun de nos lecteurs ne s'étonnera sans doute de la nature des réactions des groupes et partis qui se prétendent révolutionnaires, à la sévère crise que connaît l'économie mondiale, remettant implicitement en cause tout un pan de la propagande bourgeoise sur les bienfaits croissants du capitalisme et sa capacité à dépasser ses contradictions internes.

Les marxistes ont l'habitude de dire que les crises démontrent à la fois le caractère insurmontable de ces contradictions, et le caractère mensonger de tous les apologues du capital, y compris dans leur variété réformiste selon lesquels il peut être pacifiquement et indéfiniment amélioré. Nous verrons que la crise en cours démontre le caractère crassement réformiste et irrémédiablement confusionniste des pseudo-révolutionnaires.

LES REVENDICATIONS DES LIBERTAIRES DE L'UTCL À L'ETAT BOURGEOIS

L'UTCL a publié le 23 novembre, en marge du G 20 (la réunion des 20 plus grandes puissances), une déclaration internationale signée de 9 groupes libertaires de divers pays (Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, France, Italie, Pérou et Royaume Uni). On y

trouve des banalités qui sont sans aucun doute bonnes à répéter:

«La crise est typique de celles qui apparaissent régulièrement dans l'économie capitaliste»; «la solution à la crise proposée par les capitalistes et les gouvernements demeurera une solution capitaliste. En effet, comme dans toutes les crises, les travailleurs, les travailleuses et les pauvres payent - tandis que le capital financier est renfloué avec des sommes énormes. Il est probable [sic!] que cela continue»; «les nationalisations n'ont rien à voir avec le socialisme»; les dirigeants des nouveaux pouvoirs capitalistes (Chine, Brésil, Inde, etc.) «sont des défenseurs du capitalisme», etc.

Etant non marxistes, il n'est guère surprenant que nos libertaires ne parlent que de «peuple», ignorant la notion de classe ouvrière ou prolétarienne, et qu'ils ignorent donc aussi la nature de classe de l'Etat: «C'est nous [nous qui?] et non l'Etat, qui devons prendre le contrôle de l'économie» écrivent-ils. Ce que cela veut dire, la déclaration se garde bien de le déclarer; mais quoi qu'il en soit, elle appelle à la mobilisation: «Si l'on veut que la crise mène à quoi que ce soit d'autre qu'à la défaite complète des classes populaires (...), les classes populaires doivent se mobiliser». Fort bien, mais se mobi-

liser pour quoi faire?

Voilà la réponse: «Nous devons exiger [!] des plans de sauvetage, pas pour les capitalistes, mais pour nous [?]. En tant que communistes libertaires, nous nous battons pour que ceux qui ont acheté des maisons avec des crédits hypothécaires soient renfloués et puissent garder leur maison». Qui peut renflouer ceux qui ont acheté des maisons (des communistes libertaires?), sinon les banques sur l'injonction de l'Etat qui pourtant, quelques lignes plus haut, ne doit pas prendre le contrôle de l'économie?

La déclaration continue: «Nous continuerons à nous engager et à soutenir les luttes pour un travail mieux payé, la réduction du temps de travail, le logement, les services publics, le système de santé, l'aide sociale et l'éducation, la protection de l'environnement».

Loin de nous l'idée de dédaigner les **luttes immédiates** des travailleurs pour leurs revendications élémentaires. Ces luttes **défensives** sont au contraire **indispensables** pour résister aux pressions capitalistes et pouvoir passer ensuite à l'**offensive**, à la lutte de classe (non populaire!) révolutionnaire; mais ici nous avons non des axes de lutte,

(Suite en page 8)

Appendice à Théorie et action dans la doctrine marxiste

«Théorie et action» est le titre d'un rapport exposé par Amadeo Bordiga à la réunion de Rome du 1er avril 1951. Portant plus particulièrement sur la «question syndicale», mais concernant plus généralement la question de l'activité du parti, il représentait un résultat important dans le travail de clarification théorique et politique mené alors au sein du Partito Comunista Internazionale, travail qui devait aboutir la même année à la rupture avec le courant dit «daméniste» et la fondation, sur des bases programmatiques solides, du parti dont nous nous réclamons. Le texte de ce rapport a été publié en français à plusieurs reprises sur notre presse, la dernière fois étant sur les colonnes du «Prolétaire» n° 446 (sept.-Oct.-Nov. 1998). Mais il manquait jusqu'ici l'Appendice à ce rapport.

Le rapport était complété par la présentation et le commentaire de huit tableaux. Chacun d'eux était constitué par un graphique accompagné d'un commentaire bref, mais suffisant, qui s'insérait parfaitement dans ce qui avait été dit dans le rapport écrit. Pour des raisons liées aux difficultés internes que traversait alors le parti, seuls trois de ces tableaux furent publiés sur le «Bolletino interno» n°1 (10 septembre 1951). Ce fut aussi le cas lorsque le «Renversement de la praxis dans la théorie marxiste» a été intégré dans la série «La Gauche communiste sur le chemin de la révolution» publiée lors du décès d'Amadeo Bordiga (en français sur Programme Communiste n°56).

Nous donnons ici pour la première fois en français tous les tableaux; ils sont suivis d'un commentaire unique qui n'est qu'une lecture de ces schémas dans l'esprit des autres commentaires, sans altérer l'équilibre de l'ensemble.

Les considérations qui suivent ont pour but de permettre une utilisation plus incisive de ces cinq tableaux, où est tracée la représentation de la dynamique sociale selon les idéologies fondamentales que le mouvement révolutionnaire du prolétariat a définitivement surmonté sur le plan théorique, mais avec lesquelles il doit malheureusement encore en finir sur le plan de la lutte pratique.

INTRODUCTION

Le rapport sur le renversement de la praxis dans la théorie marxiste tenu à la réunion de Rome du premier avril 1951, était complété par la présentation et le commentaire de huit tableaux.

Chacun d'eux était constitué par un graphique accompagné d'un commentaire bref, mais suffisant, qui s'insérait parfaitement dans ce qui avait été dit dans le rapport écrit. Pour des raisons liées aux difficultés internes que traversait alors le parti, seuls trois de ces tableaux furent publiés sur le «Bolletino interno» n°1 (10 septembre 1951). Ce fut aussi le cas lorsque le «Renversement de la praxis dans la théorie marxiste» a été intégré dans la série «La Gauche communiste sur le chemin de la révolution» publiée lors du décès d'Amadeo Bordiga (en français sur Programme Communiste n°56).

Nous donnons ici pour la première fois en français tous les tableaux; ils sont suivis d'un commentaire unique qui n'est qu'une lecture de ces schémas dans l'esprit des autres commentaires, sans altérer l'équilibre de l'ensemble.

Les considérations qui suivent ont pour but de permettre une utilisation plus incisive de ces cinq tableaux, où est tracée la représentation de la dynamique sociale selon les idéologies fondamentales que le mouvement révolutionnaire du prolétariat a définitivement surmonté sur le plan théorique, mais avec lesquelles il doit malheureusement encore en finir sur le plan de la lutte pratique.

Dans «L'idéologie allemande» (1846, I, A), Marx et Engels écrivent:

La conscience ne peut jamais être autre chose que l'être conscient, et l'être des hommes est leur procès de vie réel. Si, dans toute l'idéologie, les hommes et leurs conditions apparaissent sans dessus dessous comme dans une chambre noire, ce phénomène découle de leur procès de vie historique, tout comme l'inversion des objets sur la rétine provient de leur processus de vie directement physique.

Tout au contraire de la philosophie allemande, qui descend du ciel sur la terre, on s'élève ici de la terre au ciel; autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce que l'on dit, s'imaginer et se représente à leur sujet, pour en arriver à l'homme en chair et en os; c'est à partir des hommes réellement actifs et de leur processus de vie réel que l'on expose le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus.

Les formations brumeuses du cerveau humain sont, elles aussi, des sublimés nécessaires du processus matériel de leur vie, empiriquement vérifiable et lié à des circonstances matérielles préalables.

Par conséquent, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent ne conservent plus leur semblant d'indépendance. Elles n'ont ni histoire ni développement; ce sont au contraire les hommes qui, en même temps qu'ils développent leur production et leur communication matérielles, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée, et les produits de celle-ci. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience.

Dans la première conception, on part de la conscience comme individu vivant; dans la seconde, qui correspond à la vie réelle, on part des individus ex-mêmes, réels et vivants, et l'on considère la conscience uniquement comme leur conscience.

Cette conception ne va pas sans présuppositions. Elle part de circonstances préalables réelles et ne les abandonne pas un seul instant. Ses présuppositions, ce sont les hommes, non pas dans quelque isolement ou immobilité imaginaires, mais dans leur processus d'évolution réel, empiriquement perceptible, dans des conditions déterminées.

Sitôt décrit ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits inanimés, comme chez les

empiristes, eux-même encore abstraits, ou une action fictive de sujets fictifs, comme chez les idéalistes.

Le matérialisme historique dialectique, s'opposant aux conceptions de type illuministe et idéaliste, ne considère donc pas l'idéologie, c'est-à-dire la représentation mystifiée et renversée des rapports réels, comme le fruit d'une erreur qu'il faudrait corriger pour ouvrir les yeux aux aveugles, mais le résultat nécessaire d'un processus réel correspondant aux rapports matériels, ceux-là même que l'idéologie projette de façon déformée.

Cette déformation dérive à son tour inévitablement de la situation historique des forces sociales qui s'expriment dans l'idéologie et l'imposent à l'ensemble social, l'idéologie dominante étant toujours celle de la classe dominante.

La conception marxiste repousse également l'idée illuministe de la «mystification consciente» des «chefs idéologues» (les «prêtres rusés») puisque la représentation même de l'idéologie - forcément fantastique parce que sublimation d'un état de choses historiquement caduc - s'impose précisément comme programme et superstructure nécessaire de facteurs et d'évolutions sociales historiques. Ainsi, par exemple, l'idéologie bourgeoise se base sur la liberté effectivement conquise des travailleurs sur les chaînes juridiques de la propriété féodale: la bourgeoisie ne peut pas la répudier, car cela reviendrait à se répudier elle-même.

Mais de même que la fonction des classes, la fonction de l'idéologie subit la transformation dialectique **antiformisme-réformisme-conformisme** décrite dans les *Eléments d'orientation marxiste*. Dernière classe exploitée, le prolétariat est la seule classe dont le rôle historique est de se supprimer en supprimant toutes les autres classes.

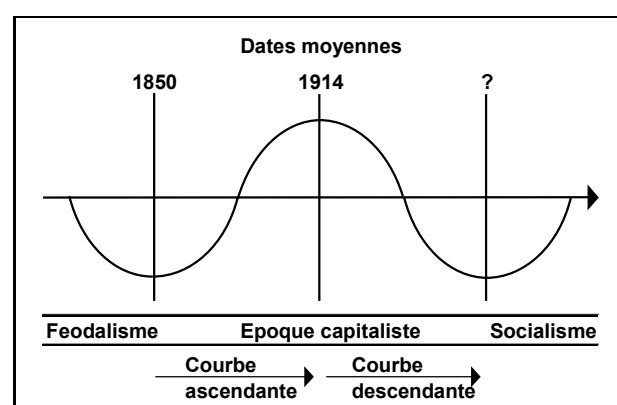
Il n'a donc pas une idéologie qui pourrait prendre un caractère réformiste puis conformiste, donnant lieu à une représentation suprahistorique de sa domination, mais une science révolutionnaire qui est déjà science de l'espèce humaine non seulement parce que le prolétariat représente l'avenir (comme d'autres classes l'ont fait dans le passé), mais parce que cet avenir ne peut être que la société de tout le genre humain ne connaissant plus les classes et leurs conflits - ce qui constituera le saut qualitatif de la préhistoire classiste à la pleine histoire humaine.

L'opposition du marxisme aux idéologies qui se sont succédées dans le passé et qui sont encore plus ou moins présentes aujourd'hui, est donc rigoureusement historico-dialectique; ce qui n'empêche pas, mais au contraire implique que la science globale à laquelle le marxisme s'identifie, est la seule capable de reconstituer les processus réels sous-jacents à l'échafaudage idéologique, en dévoilant comment l'idéologie mystifie la réalité existante en faisant abstraction de toute «connaissance» individuelle et collective.

Après ces quelques considérations très sommaires, venons-en au sens et au mode d'emploi des tableaux.

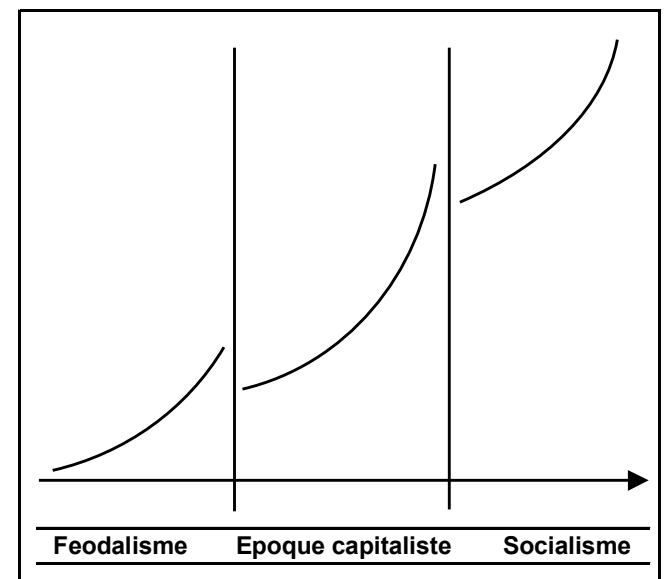
Graphique I

Schéma de la fausse théorie de la courbe descendante du mouvement historique du capitalisme.



Graphique II

Schéma de la succession des régimes de classe selon le marxisme révolutionnaire.



Marx n'a pas envisagé une montée du capitalisme suivie d'un déclin, mais au contraire une exaltation simultanée et dialectique de la masse des forces productives contrôlées par le capitalisme, de leur accumulation et concentration illimitées, et en même temps de la réaction antagonique des forces dominées, représentée par la classe prolétarienne. Le potentiel productif et économique général continue à croître jusqu'à ce que l'équilibre se rompe: on a alors une phase révolutionnaire explosive, une chute brutale et de courte durée où les anciennes formes de production sont brisées et où les forces productives retombent, pour se réorganiser ensuite et reprendre une ascension plus puissante.

Différence entre les deux conceptions.

Dans le langage de la géométrie la différence entre les conceptions représentées dans les graphiques I et II s'exprime ainsi: la première courbe ou courbe des opportunistes (révisionnistes du type Bernstein, stalinien partisans de l'émulation, intellectuels «révolutionnaires» pseudo-marxistes), est une courbe continue qui «admet une tangente» en chacun de ses points, c'est-à-dire pratiquement qui procède par variations imperceptibles d'intensité et de direction.

La deuxième courbe avec laquelle nous avons voulu donner une image simplifiée de la «théorie des catastrophes» si décriée, présente à chaque époque des points qui en géométrie s'appellent des «sommets» ou des «points singuliers». En ces points la continuité géométrique, et donc la gradualité historique disparaît; la courbe «n'a pas de tangente», ou encore elle «admet toutes les tangentes» - comme lors de la semaine que Lénine ne voulait pas laisser passer.

Il est à peine besoin de noter que le sens général ascendant de la courbe ne prétend pas se rattacher à des visions idéalistes sur le progrès indéfini de l'humanité, mais à une donnée historique: l'accroissement continu et gigantesque de la masse matérielle des forces productives dans la succession des grandes crises historiques révolutionnaires.

SCHÉMAS DE LA DYNAMIQUE SOCIALE SELON LES IDÉOLOGIES DE LA CLASSE DOMINANTE

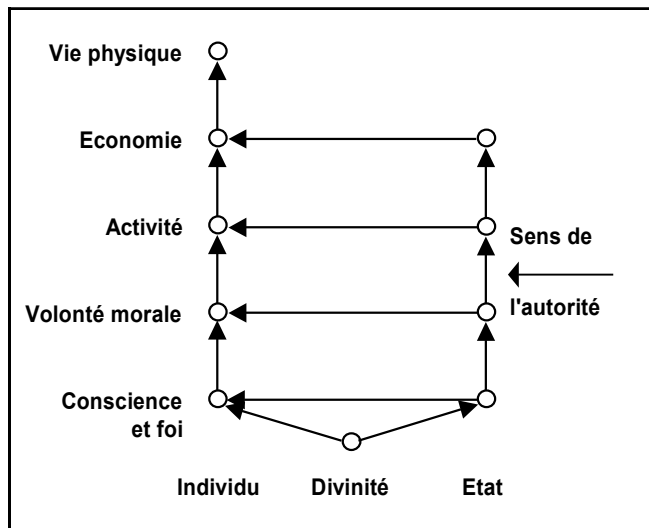
Les graphiques qui suivent illustrent les schémas de la dynamique sociale selon les idéologies fondamentales que le mouvement révolutionnaire du prolétariat a dû combattre à différents niveaux (comme l'indique l'introduction), pour ensuite leur opposer le schéma marxiste du renversement de la praxis.

Graphique III

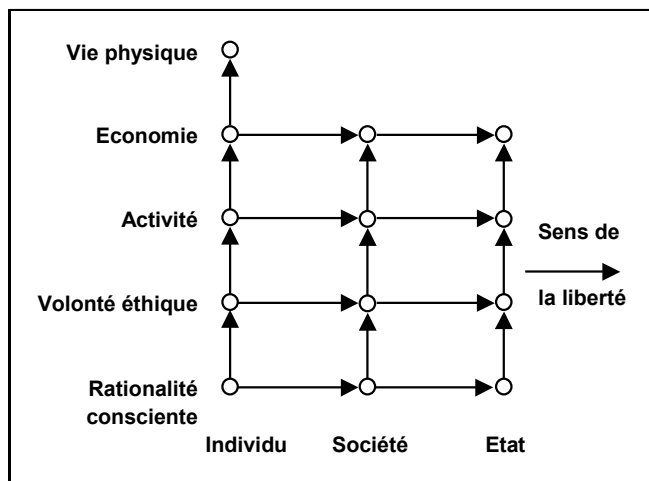
Schéma transcendantaliste (autoritaire)

Schéma typique des religions révélées, du féodalisme et de l'absolutisme de droit divin, repris ensuite par la société capitaliste moderne. Cette conception fait appel à une divinité qui lors de la Création a insufflé dans les hommes un esprit qui, présent dans chaque individu, assure l'égalité «devant Dieu» - et donc au moins dans l'au-delà - et garantit un comportement

inspiré des principes communs d'origine divine. A son tour l'Etat, en contrôlant la conscience et l'activité des individus, permet la réalisation de la vie physique et spirituelle suivant l'ordre hiérarchique qui respecte le plan divin révélé dans les Ecritures sacrées.



Graphique IV
Schéma démocratico-libéral



Commun à des expressions idéologiques variées comme l'illumination dans ses diverses tendances (empirisme, sensualisme, matérialisme mécaniciste), le kantisme, l'idéalisme objectif et dialectique de Hegel, le positivisme, le néo-idéalisme, l'immédiatisme libertaire (Stirner, Bakounine).

C'est, poussé à son extrême, le «principe démocratique» basé sur le Moi qui, en tant qu'individu, «esprit du peuple» ou «volonté collective», possède en son for intérieur les normes de son comportement; cela peut conduire, comme chez les anarchistes, à nier l'Etat en tant que non représentant de la volonté collective et à le remplacer par l'«opinion sociale» ou d'autres abstractions qui ont la même fonction que celle de l'Etat «éthique» dans la pensée bourgeoise classique. Vie éthique, vie économique, volonté d'agir dans l'environnement extérieur, telles sont les explications des forces de conscience et de rationalité propres à l'«esprit humain» présent dans tous les individus («égalité devant la loi»). L'Etat (et, plus généralement, l'organisation sociale) est donc conçu comme résultat et en même temps garantie de la liberté des individus: c'est «la réalité éthique de l'Idée».

Graphique V
Schéma volontariste-immédiatiste

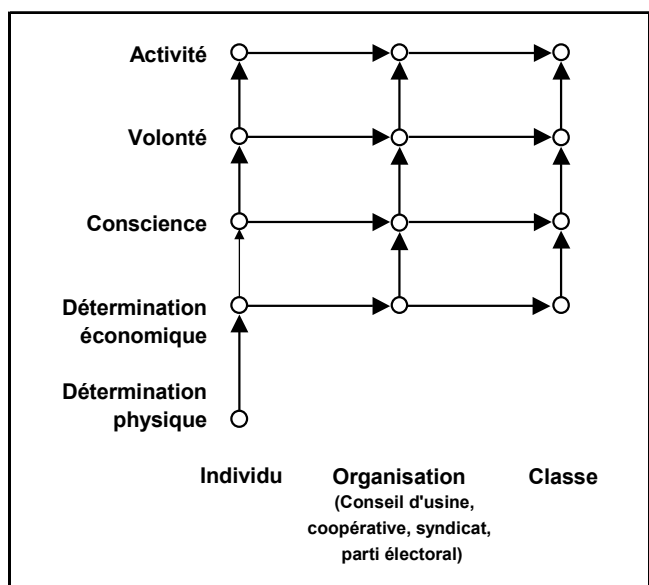


Schéma typique de la vision corporative petite-bourgeoise, donc opportuniste (proudhonisme, anarcho-syndicalisme, ouvriérisme, ordonovisme, conseilisme) et réformiste (tra-vaillisme, etc.).

Il s'inscrit évidemment dans la conception libérale dont il représente une variante. Ici, l'individu, toujours à la base du processus, prend conscience des poussées matérielles et économiques qui sont le substrat de son existence; cette prise

de conscience détermine la volonté et celle-ci détermine à son tour l'action. L'organisation économique et politique découle de la confluence des prises de conscience individuelles; la classe est alors le résultat de la somme et de l'organisation en réseau des organisations immédiates: notion donc privée de tout sens d'orientation historique - pas de classe en soi et pour soi selon la signification marxiste du terme.

Graphique VI
Schéma stalinien

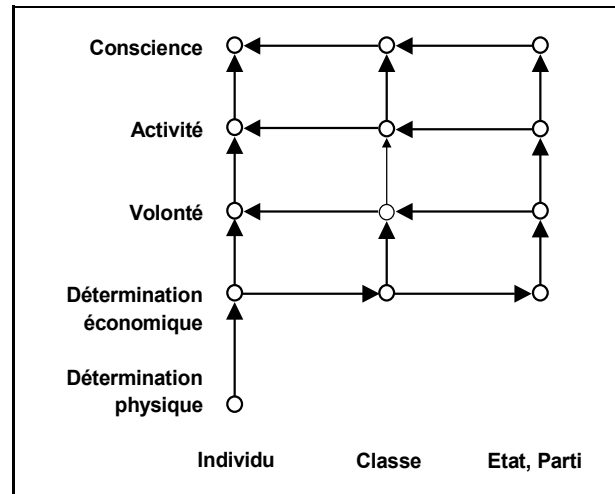
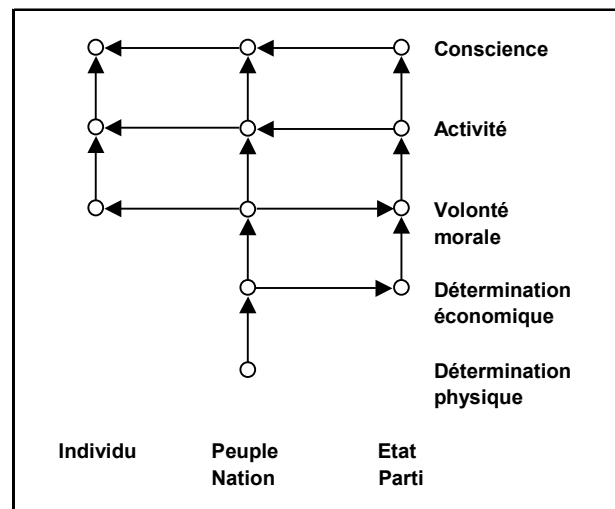


Schéma découlant de la contre-révolution stalinienne. Ici encore c'est l'individu qui accède à la conscience, mais après que son action ait été déterminée par une décision librement «choisie». L'assimilation parti-Etat est caractéristique. Les poussées et les intérêts économiques viennent de l'individu à l'Etat-parti à travers la classe; elles sont utilisées par ce pseudo binôme pour remplir les tâches de décision et d'orientation, déterminer les directives pratiques et les orientations théoriques. Il est clair par conséquent que dans le «binôme», le parti passe au second plan, ne subsistant plus que comme «justification de l'Etat».

Graphique VII
Schéma fasciste

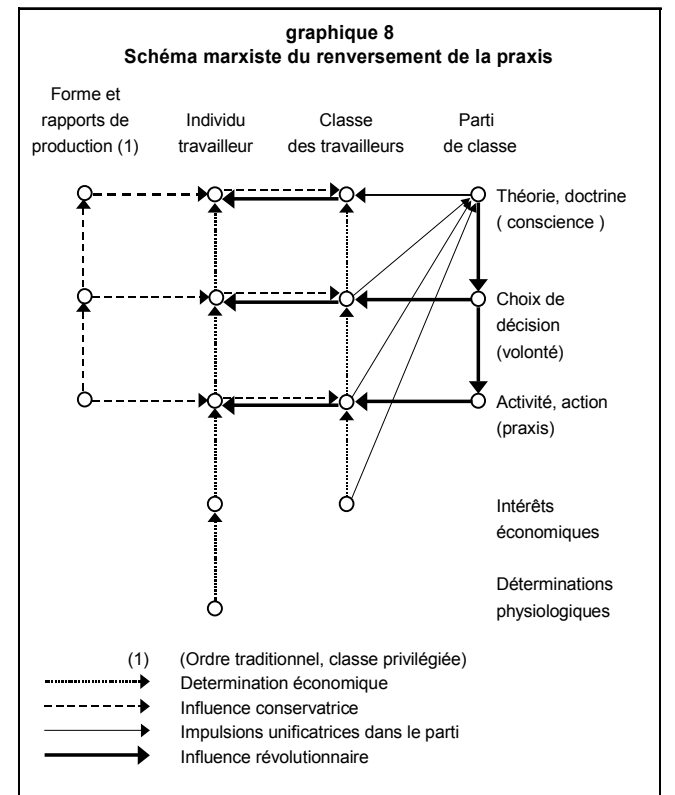


(conçue dans les deux comme caractère éthique), à l'action, à l'économie et à la vie matérielle.

Dans les schémas volontariste-immédiatistes, stalinien et fasciste, les poussées matérielles et économiques sont à la base de la construction; c'est de ce point de vue qu'ils s'opposent aux deux schémas idéalistes précédents. Mais il sont en commun avec ceux-ci le fait que la volonté y précède et a la prééminence sur l'activité dans l'individu et dans la classe (le peuple ou la nation dans le cas du fascisme). Un autre trait commun à ces trois schémas volontaristes (celui de Proudhon, Sorel, Bernstein, Gramsci, etc. est aussi individualiste; et en cela il est pire que les deux autres) est la succession parallèle: poussées économiques - volonté - activité - conscience, qui existe entre le parti et l'Etat (ou l'organisation immédiate) d'une part, et l'individu et la classe (le peuple ou la nation pour le fascisme) d'autre part; sa conséquence en est l'impossibilité pour le parti de posséder une théorie scientifique des phénomènes sociaux.

Ce n'est qu'avec le schéma marxiste que la succession activité - volonté - conscience de l'individu et de la classe, se trouve complètement renversée dans le parti, dont la connaissance des faits sociaux embrasse le passé, le présent et le futur, se hissant au niveau d'une théorie scientifique, avec en conséquence la possibilité d'exercer une volonté et une action, comme le montre le graphique suivant.

Graphique VIII
Schéma marxiste du renversement de la praxis



Le but de la figure est seulement de représenter schématiquement les concepts du déterminisme historique. Chez l'individu (et donc chez le prolétaire pris individuellement), ce n'est pas la conscience théorique qui détermine la volonté d'agir sur le milieu extérieur; comme le montre le schéma avec les flèches dirigées de bas en haut, c'est le contraire qui se produit: la poussée du besoin matériel détermine, au travers de l'intérêt économique, une action non consciente; c'est seulement bien après l'action que se manifestent, par l'intervention d'autres facteurs, la critique de cette action et la théorie.

L'ensemble des individus placés dans les mêmes conditions économiques se comporte de façon analogue (flèches dirigées de bas en haut), mais la concomitance de stimuli et de réactions crée la prémisses d'une volonté puis d'une conscience plus claires. Celles-ci se précisent seulement dans le parti de classe, qui regroupe une partie de la classe, mais qui élabore, analyse et amplifie l'immense expérience de toutes les poussées, stimuli et réactions. **Ce n'est que le parti qui parvient à renverser le sens de la praxis.** Il possède une théorie et il a donc connaissance du développement des événements: dans des limites données, selon les situations et les rapports des forces, le parti peut imposer des décisions et des initiatives et influencer le déroulement de la lutte (comme le montre le schéma avec les flèches dirigées de haut en bas).

Par des flèches pointillées dirigées de gauche à droite, nous avons voulu représenter les influences de l'ordre traditionnel (formes de production); par des flèches en gras orientées de droite à gauche, les influences révolutionnaires antagoniques.

Le rapport dialectique entre parti et classe consiste dans le fait que le parti est un facteur conscient et volontaire des événements dans la mesure même où il est également un résultat des événements et du conflit entre les anciennes formes de production et les nouvelles forces productives.

Mais cette fonction théorique et active du parti disparaîtrait si on coupait les liens matériels avec l'apport du milieu social, de la primordiale, matérielle et physique lutte de classe.

Commentaire des graphiques III, IV, V, VI et VII

En dépit de leurs différences, ces graphiques se réduisent à des dénominateurs communs.

Dans les schémas transcendantaliste et démocratico-libéral, même si dans l'un le sens de l'autorité va de l'Etat à l'individu alors que dans l'autre il va de l'individu à la société et l'Etat, c'est l'Idée qui conditionne et détermine les actions humaines (que cette Idée vienne de la divinité comme dans le premier cas ou qu'elle soit présente dans tous les individus qui composent la collectivité comme dans le second). Dans les deux schémas on va logiquement de la conscience (comprise dans le premier comme foi et dans le second comme rationalité) à la volonté

L' «extrême» gauche face à la crise: réformisme et confusion

(Suite de la page 5)

mais un catalogue de revendications typique de toute organisation **réformiste** où rien n'est oublié, ni l'environnement, ni l'éducation, ni l'aide sociale!

«*Nous nous battons, ajoutent martialement nos libertaires, pour l'arrêt des guerres impérialistes et pour l'arrêt des répressions contre notre classe et ses luttes*». Bravo! Mais comment se battre pour cet objectif, nous n'en saurons rien. La déclaration internationale se termine par un dernier point où on lit:

«*Nous présentons ces revendications en réponse à la réunion du G 20 et nous continuerons à les revendiquer dans le futur*». A qui d'autre ces libertaires présentent-ils ces revendications, sinon à l'Etat bourgeois? Ils peuvent bien ensuite évoquer dans la dernière phrase l'«*action directe*» pour réaliser ces revendications (comment renflouer les crédits hypothécaires par l'action directe?) et «*à travers de telles revendications*», la construction «*d'un mouvement mondial des classes populaires qui puisse conduire à la destruction du capitalisme, de l'Etat et des crises*», il est clair que ce n'est que du vent: une **organisation** (et non un mouvement) mondiale des **prolétaires** (et non des peuples) pour lutter contre le capitalisme, ne pourra se constituer que sur la base d'un **programme politique** anticapitaliste bien précis et non sur la base d'une mixture indigeste de revendications immédiates et réformistes à «présenter» à on ne sait qui. Evidemment pour une telle tâche, les prolétaires devront se passer des libertaires...

LES RECETTES MIRACULEUSES DES TROTSKYSTES

Les différents groupes trotskystes présentent des variations sur un thème similaire, celle du **contrôle** des entreprises ou de l'économie. Nous allons en voir un échantillon représentatif. Lutte Ouvrière, dans son n° du 31/10 n'hésite pas à invoquer une «*explosion sociale*»: «*Une explosion sociale est nécessaire pour imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, seule façon de préserver l'emploi. Elle est nécessaire pour imposer l'indexation automatique des salaires sur les prix afin de sauvegarder le pouvoir d'achat*». Par définition une explosion sociale n'impose rien du tout, et encore moins, si l'on peut dire, des revendications réformistes complètement absurdes!

Jamais en effet les capitalistes et leur Etat n'accepteront l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, l'indexation automatique des salaires sur les prix; il n'y a que la **dictature du prolétariat** qui pourrait imposer de telles mesures, avant d'avoir eu le temps et la possibilité d'exproprier les capitalistes.

En attendant, seule la lutte de classe des prolétaires pourra faire reculer les capitalistes et leur arracher un certain nombre de concessions. C'est la **renaissance de cette lutte de classe** qu'il faudrait préparer, au lieu, comme le fait Lutte Ouvrière, de bercer les prolétaires d'illusions sur la survenue miraculeuse d'une explosion sociale résolvant tous les problèmes...

Les trotskystes radicaux du «Groupe Bolchevik» n'hésitent pas à accuser LO et la LCR d'avoir peur de s'attaquer à la propriété privée capitaliste.

Dans leur journal «Révolution Socialiste» d'octobre, ils publient un texte sur la crise sous le titre: «*Expropriation de toutes les banques et de toutes les sociétés financières!*». Apparemment la propriété privée des entreprises capitalistes non financières ne doit pas être touchée...

Le G.B. écrit: «*La classe ouvrière a les capacités de se défendre, de prendre la tête de tous les opprimés et d'éradiquer les racines des crises, des guerres et de la destruc-*

tion de l'environnement. Cela commence par la rupture avec Sarkozy, le gouvernement, la 5e République, l'auto-organisation et l'autodéfense de tous les exploités et opprimés, pour déboucher sur un gouvernement des conseils de travailleurs qui mettra en place un plan d'urgence qui n'hésitera pas à exproprier les groupes capitalistes et ouvrira la voie des Etats-Unis socialistes d'Europe. Il va de soi qu'une telle tâche exige un nouveau parti ouvrier, collectiviste et internationaliste».

Belle perspective, à qui il ne manque qu'un détail que le rédacteur du GB a sans doute oublié par inadvertance: la **révolution**, la **lutte armée** pour s'emparer du pouvoir et détruire l'Etat bourgeois! Lénine disait pourtant que les communistes devaient sans relâche rappeler cette nécessité aux prolétaires... A moins que ce ne soit pour faciliter le «Front Unique des Organisations qui se réclament des travailleurs», dada traditionnel du GB!

Le texte du GB se clôt par une série de revendications d'un «*programme d'urgence*» censé dessiner une «*solution ouvrière à la crise*». A côté des revendications pittoresques du «*respect de la laïcité*» et d'une «*manifestation unie contre le projet de budget 2009*» (le GB est issu du lambertisme et il a hérité de ses marottes), on y trouve la perle suivante: «*Nationalisation sans indemnité, ni rachat, des banques, des organismes de crédit, des compagnies d'assurance et de toutes les sociétés financières, sous contrôle de leurs travailleurs et de leurs clients!*». «*Conseils de travailleurs et de clients*», c'est quand même plus moderne que les vieux Conseils d'ouvriers et de soldats de 1917!

LE «PLAN D'URGENCE» DE LA LCR

La LCR a publié sur les pages de plusieurs numéros de son organe «Rouge», les positions de divers «*économistes progressistes*». Comme elle n'a fait aucune critique à ses positions plus réformistes les unes que les autres, il est licite d'imaginer qu'elle les approuve. Mais bornons nous à critiquer les positions qu'elle revendique explicitement.

La LCR appelle à un «*plan d'urgence*». «*Il faut un plan d'urgence qui s'attaque à la racine de la crise*», déclarait ainsi Besancenot le 30 septembre. Plus précisément: «*il faut mettre en place un service public bancaire, sous le contrôle des salariés du secteur et de la population, service public décentralisé et mutualisé qui aurait pour objectif de drainer l'épargne et de mobiliser le crédit pour satisfaire les besoins sociaux décidés par la collectivité*» et il finissait par: «*Moraliser le capitalisme est un leurre. Il faut bien au contraire le renverser*».

Il est pour le moins contradictoire de parler de renverser le capitalisme tout en proposant la création d'un service d'Etat pour drainer l'épargne et mobiliser le crédit: tant qu'existe l'épargne et le crédit, c'est-à-dire l'argent, le capitalisme existe aussi!

Le numéro 2269 (9/10) de Rouge précise «*Trois mesures d'urgence anticapitalistes*». La première, c'est «*Briser le pouvoir de la finance*», la finance, et non le capitalisme en soi, étant donc vue comme la cause de tous les maux.

Mais attention, les trotskystes de la LCR ne sont pas de dangereux gauchistes irresponsables et ils sont bien d'accord qu'il faut sauver les banques: «*Dans l'immédiat, les salariés n'ont rien à gagner à un effondrement du système financier, car un tel effondrement signifierait la fin du crédit, et la fin du crédit, c'est l'impossibilité de financer les activités réelles de production de biens et de services, donc une accélération dramatique de la crise sociale. Il n'y a donc pas lieu de s'opposer, sur le principe, au sauvetage des banques. En revanche, c'est sur les conditions dans lesquelles celui-ci s'effectue que doit se concentrer la bataille*».

Et comme axe de «*bataille*», la LCR ressort la grotesque proposition de suppression de

l'article 56 du Traité de Lisbonne (pas encore entré en vigueur) dont nous avons déjà parlé: 37 000 personnes auraient déjà signé la pétition. Les requins de la finance doivent trembler...

En résumé, les travailleurs ont tout intérêt à ce que le capitalisme soit en bonne santé, sinon ce serait la crise sociale! C'est ce que disent non seulement Ségolène Royal et Marie-George Buffet, mais aussi Sarkozy qui affirme vouloir imposer des conditions au sauvetage des banques qui vont bien plus loin que la suppression de ce fameux article 56...

S'il était encore besoin de donner un exemple du **crétinisme réformiste et démocratique** de la LCR, nous pourrions le trouver dans le n° 2272 de son journal (30/10). La LCR s'insurge devant le «*dévolement*» des actions de la Caisse des dépôts et consignations.

Créée en 1816 par Louis XVIII pour rétablir la confiance dans les finances publiques après les guerres napoléoniennes, la CDC est devenue un «*investisseur institutionnel*» qui exerce des activités dans le financement du secteur immobilier et qui est présent dans le capital de nombreuses grandes entreprises, financières ou non, de la Société Générale à Peugeot-Citroën. Elle a par exemple récemment joué un rôle dans la bataille pour le contrôle de la société de construction Eiffage qui était convoitée par l'espagnole Sacyr.

Indignés par le fait que la CDC ait été utilisée pour renflouer la banque franco-belge Dexia (spécialisée dans le financement des collectivités locales), les trotskystes de la LCR écrivent: «*En quelques semaines, plus de 30 milliards de fonds de la République [!], issus majoritairement de l'épargne populaire [!!] et placés sous la protection [!!!] de la CDC ont été dispersés, sans contrepartie solide [!!!!]. (...) Ces différentes opérations illustrent bien le dévolement des missions de la CDC et le mépris de son autonomie démocratique*».

Parler de l'autonomie démocratique de ce véritable **bras financier** du capitalisme français, il fallait l'oser! Mais continuons à lire, cela en vaut la peine:

«*Ces orientations doivent être fermement combattues. Avant qu'il ne soit trop tard, il est urgent que le mouvement social, les citoyens et leurs représentants exigent la transparence et le contrôle de l'utilisation de ces fonds*».

On n'en est plus au contrôle des «*classes populaires*» comme chez les libertaires, ni des «*travailleurs et des clients*» comme chez le GB, mais à celui des «*représentants des citoyens*», c'est-à-dire des députés! C'est d'ailleurs ce qui devrait se passer, la CDC dépendant en théorie du parlement: l'exigence de la «*révolutionnaire*» LCR se résume donc en définitive à un banal appel au parlement bourgeois pour qu'il joue son rôle constitutionnel...

* * *

En résumé, en fait d'attaque à la racine de la crise, ces groupes sont incapables de proposer autre chose que des perspectives mensongères de contrôle du capitalisme, plus ou moins camouflées selon les cas de phrases vides à consonance révolutionnaire. Le capitalisme ne peut pas se «*contrôler*», que ce soit par le peuple, les députés ou les travailleurs.

Mais il peut et il doit être combattu pied à pied par les prolétaires organisés pour mener cette lutte de classe, avant qu'il puisse être extirpé par la dictature prolétarienne internationale après la victoire de la révolution. C'est une perspective qui ne pourra se réaliser du jour au lendemain; elle exigera au contraire beaucoup d'efforts et de sacrifices - cette fois-ci pour leur propre cause - de la part des prolétaires. Mais il n'existe pas d'autre moyen pour s'attaquer à la racine des crises et pour s'opposer à l'avenir de misère et de guerre que prépare le capitalisme.

Et le seul «*plan d'urgence*» qui vaille, c'est le travail patient pour reconstituer, contre tous les faux partis révolutionnaires, le **parti de classe international** qui est indispensable à la lutte de classe prolétarienne et à sa victoire.

« Il Comunista » n° 110 - Novembre 2008 Nell'interno

- Malgrado le sue crisi, il capitalismo non crollerà se non sotto i colpi della lotta proletaria rivoluzionaria
- Movimento degli studenti, scuola e società
- I proletari che lottano e si organizzano al di fuori degli apparati dell'opportunismo collaborazionista danno molto fastidio e diventano obiettivo di intimidazioni e di processi: gli episodi alla Recam lo dimostrano
- Il Partito rivoluzionario del proletariato di fronte all'attuale crisi finanziaria ed economica del capitalismo mondiale
- Il centralismo organico - Nuove Pubblicazioni
- IL PROLETARIO - Il «Sindacato dei Lavoratori in Lotta per il Sindacato di classe» e il pericolo di opportunismo
- Per non perdere la memoria - La borghesia più vile del secolo stolto e i suoi due schifosi «ventenni»
- Venezuela: cronaca di una «rivoluzione bolivariana» molto borghese (2)
- Proletari immigrati e italiani lottano uniti contro i licenziamenti all'Iveco di Suzara
- Quale futuro per il proletariato? (nostro volantino)
- Alitalia: La lotta deve uscire dalla tenaglia del collaborazionismo e del ricatto padronale! (nostro volantino)

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 2008

Aix: 170,00 / Elena: 60,00 / Joël: 26,50 / Monique: 12,50 / Paris: 600 /
Total liste: 869
Total général: 4075, 55

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**